Ar(abes)ques

OCTOBRE - NOVEMBRE - DÉCEMBRE 2023

DOSSIER

Sciences et société : *un nouveau champ d'action pour les bibliothèques*

DU CÔTÉ DE L'ABES • Le nouveau projet d'établissement de l'Abes en cours d'élaboration
PLEINS FEUX SUR • Bibliothèque universitaire Droit-Lettres à Pessac
SYSTÈME D • Développer l'usage du livre dans la médiation scientifique : le projet LivMed
INTERNATIONAL • Conférence Fiesole Collection Development Retreat

abes
agence bibliographique de l'enseignement supérieur

Sommaire

(Dossier)

Sciences et société : un nouveau champ d'action pour les bibliothèques

06 Entretien avec Michel Deneken
« Les bibliothèques doivent offrir des lieux de partage de la science avec les citoyens »

08 Label SAPS : les nouvelles conditions du dialogue entre sciences, recherche et société Olivier Marco

09 Faire rayonner la science en formant à Wikimédia Anne-Solweig Grémillet

10 Xperium, ou comment le SCD de l'université de Lille s'est emparé du dialogue Science et société
Jean Cosléou et Corinne de Munain

12 La bibliothèque actrice de la création artistique et de la vulgarisation scientifique Francis Hernandez et Constantin Moll

14 L'initiative SUNSET de l'université de Bordeaux : retour d'expérience sur un an de labellisation SAPS
Les membres de la cellule de coordination SAPS de l'université de Bordeaux

16 Le label SAPS à l'Université Grenoble Alpes : les BU en première ligne
Marie Deage et Héloïse Faivre

18 Sciences et recherches participatives : les BU en quête du bon positionnement
Raphaëlle Bats

20 À Montpellier et à Cambrai, la culture scientifique constitutive du projet d'établissement
David-Jonathan Benrubi et Laurent Dierckens

22 Données et recherches participatives : réflexions du Collège des données de la recherche Pierre-Yves Arnould et Véronique Stoll

23 Theses.fr : miroir de la recherche doctorale en France, outil du débat public Maïté Roux

4 (Du côté de l'Abes...)
Le nouveau projet d'établissement de l'Abes en cours d'élaboration

24 (Pleins feux sur...)
Bibliothèque universitaire Droit-Lettres à Pessac : un bâtiment remarquable sur un campus vert Caroline Poulain

26 (Système D...)
Développer l'usage du livre dans la médiation scientifique : le projet LivMed
Amélie Coulbaut-Lazzarini, Aude Inaudi et Émilie Kohlmann

27 (International...)
Conférence Fiesole Collection Development Retreat : les actualités du monde éditorial vues par les bibliothèques et les éditeurs Raluca Pierrot

28 (Portrait)
Hélène Lorblanchet, service de coopération documentaire interuniversitaire de Montpellier

Ar(abes)ques REVUE TRIMESTRIELLE DE L'AGENCE BIBLIOGRAPHIQUE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
227, avenue du Professeur Jean-Louis Viala, CS 84308, 34193 Montpellier cedex 5.
Tél. 04 67 54 84 10 - https://abes.fr / La revue Arabesques est accessible en ligne via la plateforme Prairial : https://publications-prairial.fr/arabesques
Directeur de la publication : Nicolas Morin. Coordination éditoriale et secrétariat de rédaction : Véronique Heurtematte. Comité de rédaction : Christophe Arnaud, Jean-Marie Feurtet, Christine Fleury, Etienne Naddeo, Laurent Piquemal, Marie-Pierre Roux (Abes), Yann Marchand (SCD université de Nantes).
Iconographie rassemblée par Christophe Arnaud.
Conception graphique : Anne Ladevie / Atelier à suivre www.anneladevie.com.
Impression : Pure Impression.
Revue publiée sous licence Creative Commons CC BY-ND 2.0 (Paternité - Pas de modifications) sauf pour les images qui peuvent être soumises à des licences différentes ou à des copyrights. Couverture : Crédit photo AdobeStock - alphaspirit
Les opinions exprimées dans* Arabesques *n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.
ISSN (papier) 1269-0589/ISSN (web) 2108-7016

PEFC 10-31-3162 Certifié PEFC
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées

(Le billet du directeur...)

Je vous promettais dans mon billet d'avril de revenir ici même sur les résultats de l'étude que l'Abes a commandée sur les implications pratiques de la transition bibliographique dans le secteur de l'Enseignement supérieur et de la recherche[1]. Pour rappel, il s'agissait non pas d'interroger les évolutions normatives en lien avec cette question mais, dans une perspective d'implémentation, de voir comment les ambitions autour de RDA-FR pourront se traduire dans la réalité des systèmes informatiques de l'Abes et des bibliothèques de l'Enseignement supérieur.

Maurits van der Graaf, auteur de l'étude et consultant indépendant, est assez rassurant sur la relation entre RDA-FR et RDA et l'éventualité que RDA-FR puisse devenir un jour un profil d'application du standard international RDA. En posant un cadre plus général et moins contraignant, la nouvelle version de RDA, publiée en 2019, offre en effet une plus grande latitude aux pays pour définir leurs règles de catalogage nationales en créant un profil d'application.
En revanche, aucune tentative concrète d'implémentation de RDA, du moins dans sa seconde version conforme au modèle IFLA-LRM et parue en 2019, ne semble avoir abouti pour l'instant. L'implémentation de RDA-FR à la Bibliothèque nationale de France par le projet NOEMI, dont l'aboutissement est désormais acquis, est en avance sur ce qu'on parvient à identifier dans d'autres pays. Si la restructuration de l'information bibliographique par l'application de RDA et IFLA-LRM est aujourd'hui un horizon partagé par l'ensemble des communautés documentaires, à ce stade les efforts d'évolution concrète des systèmes informatiques qui sous-tendent les catalogues des grandes bibliothèques internationales semblent plutôt focalisés autour de BIBFRAME, tout à la fois vocabulaire, ontologie et modèle de données entités/relations. Conçu en 2012 par la Bibliothèque du Congrès avec une version révisée en 2016, BIBFRAME connait en effet actuellement un fort développement et une adoption de plus en plus large dans des projets visant à diffuser des données MARC dans un univers Linked Data.

Un des inconvénients de ce modèle non encore normalisé est sa libre adaptation au gré des besoins et contraintes de ses utilisateurs, avec les inconvénients que suscitent ces adaptations dans l'échange de données bibliographiques. La convergence entre le modèle promu par IFLA-LRM et RDA, et celui promu par BIBFRAME est assez logiquement devenu un sujet important au sein de la communauté BIBFRAME. Une nouvelle instance, le *BIBFRAME Interoperability Group* (BIG), a été mise en place en 2022 pour traiter de ces sujets et tout particulièrement de l'élaboration d'un BIBFRAME « standard » pour l'échange de données.
Le rapport de Maurits van der Graaf permet à l'Abes, qui doit se mettre en ordre de marche pour renouveler son système d'information dans les années qui viennent, d'identifier assez clairement les choix qui s'offrent à nous. Notre contexte normatif est posé : nous vivons une nouvelle période de « babélisation » des normes documentaires, qui nécessite de prêter une attention particulière aux questions d'interopérabilité entre formats. Les efforts de traduction et d'harmonisation entre IFLA-LRM, RDA, RDA-FR et les formats MARC, qui évoluent pour prendre en compte les modèles entités-relations, avec UNIMARC-ER par exemple, doivent désormais prendre en compte BIBFRAME.

Le contexte du marché de l'informatique documentaire est lui aussi posé : les opérateurs travaillent très majoritairement à une première adaptation des systèmes et de leurs données de MARC vers BIBFRAME qui, de toute évidence, prendra du temps pour se répandre dans l'ensemble de l'écosystème documentaire. Les évolutions du marché vers une adaptation des systèmes à la version actuelle (2019) de RDA ou à RDA-FR sont sans doute un peu plus loin dans le futur et devront tenir compte de ce contexte technique fortement marqué par BIBFRAME.

Le programme de transition bibliographique en France est un programme national piloté par le Comité Stratégique Bibliographique (CSB), instance interministérielle qui réunit le ministère de la Culture et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en plus des directions de la BnF et de l'Abes. Un dialogue est d'ores et déjà entamé dans ce cadre pour réfléchir en commun à l'implémentation, dans les deux réseaux de la Culture et de l'ESR, de la transition bibliographique à la lumière des nouveaux éléments apportés par le rapport de Maurits van der Graaf. En parallèle, l'Abes devra faire des choix pour son propre système informatique.
Ce second billet sur le sujet n'est donc pas le dernier et je vous donne à nouveau rendez-vous, en 2024, pour un troisième épisode.

Nicolas Morin
Directeur de l'Abes

[1] https://abes.fr/publications/enquetes-et-etudes/implications-pratiques-de-la-transition-bibliographique-pour-bibliotheques-esr

LE NOUVEAU PROJET D'ÉTABLISSEMENT DE L'ABES en cours d'élaboration

En 2023, l'Abes se consacre à la rédaction de son projet d'établissement pour la période 2024-2028 en s'appuyant notamment sur l'étude d'un cabinet de conseil et, en interne, sur le travail d'une équipe projet.

En 2023, l'Abes a entamé la rédaction de son projet d'établissement pour la période 2024-2028. Au cours du premier semestre, l'accent a été mis sur l'analyse de l'existant et le recueil des besoins des utilisateurs.
En interne, une équipe projet de dix personnes a travaillé hebdomadairement sur ce sujet et, en avril, un séminaire d'une journée avec l'ensemble des personnels a été organisé dans le double objectif d'évaluer le projet 2018-2023 et d'avoir un premier échange sur les actions à poursuivre ou à mener pour la période à venir.
Pour l'accompagner dans cette démarche, l'Abes a par ailleurs fait appel au cabinet de conseil Ourouk[1], qui a réalisé une série d'entretiens avec des interlocuteurs extérieurs et organisé, lors des Journées Abes de mai 2023, un atelier collaboratif dédié au projet d'établissement.
L'évaluation du HCéres (Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur), qui a remis son rapport[2] en mai dernier, a conforté les résultats de cette double démarche et mis en évidence certains éléments :

- L'Abes a su s'adapter aux besoins des établissements ces 15 dernières années, sans toujours pouvoir définir suffisamment clairement ses priorités et évaluer ses réalisations.
- Les besoins des utilisateurs sont multiples, mais néanmoins convergents sur trois points prioritaires :
  - la nécessité d'une **refonte du système d'information de l'Abes** aujourd'hui basé sur des outils et des processus qui ne correspondent plus aux attentes
  - l'urgence de répondre à la problématique du **signalement des ressources électroniques**
  - les nouveaux besoins en termes de **référentiels personnes et structures.**

C'est sur la base de ces constats qu'une première proposition d'axes prioritaires a été élaborée. Présentée au Conseil d'administration du 14 septembre 2023, cette proposition a ouvert des discussions qui ont permis de dégager quelques lignes de force d'un projet à consolider d'ici à la fin de l'année civile.

UN SYSTÈME D'INFORMATION RENOUVELÉ POUR UNE POLITIQUE DES DONNÉES MIEUX ADAPTÉE

Devenu progressivement complexe et lourd à gérer, le système d'information métier de l'Abes a accumulé une dette technique qui, outre le fait qu'elle représente un risque, pour l'agence comme pour les établissements desservis, entrave la mise en place de nouveaux services et limite notre capacité à développer de nouvelles offres. Notre projet devra donc prioritairement aboutir au **remplacement du cœur de ce système,** afin de permettre aux établissements de disposer de plus de métadonnées, plus faciles à exploiter, et à des coûts moindres. Le ou les outils mis en place devront permettre à l'Abes de simplifier son architecture informatique et de faire ainsi baisser les coûts de propriété et d'exploitation de son système d'information.
En ce qui concerne les **interfaces publiques et professionnelles,** elles devront répondre au double objectif de simplification (en particulier grâce à des interfaces *full web*) et d'autonomisation des établissements dans leurs opérations de traitement et d'exploitation de données.
Ce travail sur les outils doit être au service d'une **politique des données,** depuis toujours au cœur de nos missions. Les établissements ont besoin de plus de métadonnées, plus facilement accessibles par des connexions de système à système. Une politique de qualification des données est nécessaire à la réalisation de cet objectif : elle nous permettra de proposer des services différenciés en fonction des besoins des différentes catégories d'utilisateurs.

CONFIRMER LE RÔLE DE L'ABES DANS LES ACQUISITIONS DE RESSOURCES ÉLECTRONIQUES

Concernant le sujet spécifique des groupements de commandes de documentation électronique, trois aspects, qui pourraient faire l'objet d'une instruction dans le cadre de ce projet, ressortent du Conseil d'administration de l'Abes et de nos échanges avec le consortium Couperin. Tout d'abord et en priorité, il convient d'assurer la soutenabilité de cette activité, qui n'est pas, à ce stade, officiellement inscrite dans les missions de l'Abes et dont le financement n'est pas assuré. Ensuite, au-delà d'une analyse *ad hoc* de chaque négociation, il est important de fixer collectivement des critères d'analyse permettant de définir les groupements de commandes d'envergure nationale que l'Abes doit porter. Enfin, leur complexité et leur nombre croissant nécessitent de réfléchir avec Couperin à mieux formaliser la contribution des différents acteurs dans les opérations de négociation et de contractualisation, les deux étant de plus en plus imbriqués.
Tous les sujets abordés ci-dessus impliquent de réfléchir à l'accompagnement que nous pouvons offrir à nos utilisateurs. Il s'agira d'adapter le fonctionnement actuel à notre nouvelle offre de services et d'outils, avec des réseaux renouvelés et repensés.
Il reste encore un peu de temps pour donner chair aux grandes lignes de ce projet, dont nous aurons bien entendu l'occasion de reparler.

La direction de l'Abes

APPEL À COMMENTAIRES

Vous pouvez lire et commenter la version en cours du projet de l'Abes à l'adresse:
https://projet2024.abes.fr

[1] www.ourouk.fr
[2] https://abes.fr/publications/publications-institutionnelles/rapport-devaluation-du-hceres-2023

SCIENCES ET SOCIÉTÉ : UN NOUVEAU CHAMP D'ACTION POUR LES BIBLIOTHÈQUES

Renforcer la visibilité des sciences dans la société ainsi que le dialogue entre la science et les citoyens est devenu un enjeu sociétal majeur, comme l'a illustré récemment la pandémie de Covid : scientifiques et spécialistes se sont brusquement retrouvés sur le devant de la scène, sommés par l'ensemble de la société, grand public et décideurs politiques, d'apporter des réponses à cette crise sanitaire sans précédent, tout en voyant dans le même temps leur parole remise en cause par une fraction de la population.

Créé en 2021 par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le label « Science avec et pour la société » soutient les universités qui s'engagent dans des démarches de sciences participatives. En dialogue à la fois avec les chercheurs et les usagers, disposant généralement d'espaces pour l'organisation de manifestations et, bien sûr, expertes en matière de documentation et d'information, les bibliothèques universitaires apparaissent comme des actrices naturelles de cette nouvelle mission dont elles s'emparent progressivement, comme l'illustre ce nouveau dossier d'*Arabesques*.

De Lilliad, dont l'Xperium créé il y a presque 10 ans pour faire vivre la recherche en train de se faire et la mettre à la portée de tous fait figure de pionnier, à la collaboration avec un artiste plasticien à l'université de Limoges qui place la bibliothèque universitaire comme une actrice majeure de la création artistique, en passant par le tout récent programme baptisé SUNSET de l'université de Bordeaux qui fédère un grand nombre d'acteurs au sein et à l'extérieur de l'université, ces initiatives sont d'une grande diversité, ajustées aux objectifs et aux moyens de chaque établissement.

Dans le grand entretien qui ouvre le dossier, le théologien Michel Deneken, président de l'université de Strasbourg mais également du conseil d'administration de l'Abes, rappelle l'enjeu fondamental de ces démarches : « Que la société prenne conscience que les sciences sont une manière de comprendre le monde, et que la démarche scientifique, qui n'est pas seulement l'éprouvette ou le laboratoire mais aussi la réflexion et le discours rationnel, est aujourd'hui plus que jamais nécessaire. ».

Bonne lecture !

Crédit photo Adobe Stock - freshidea

Crédit photo Adobe Stock - freshidea

INTERVIEW

« LES BIBLIOTHÈQUES DOIVENT OFFRIR DES LIEUX DE PARTAGE DE LA SCIENCE AVEC LES CITOYENS »

Entretien avec Michel Deneken

président de l'université de Strasbourg et
président du conseil de l'administration de l'Abes

Crédit photo Catherine Schroder - Unistra

Président de l'université de Strasbourg mais aussi du conseil d'administration de l'Abes, du consortium Couperin et d'Udice, alliance de dix grandes universités françaises, le théologien Michel Deneken multiplie les postes d'observation de la science et de la recherche en train de se faire, ainsi que de la place qu'occupe la documentation dans ces processus, et notamment dans le dialogue entre science et société. Rencontre.

L'université de Strasbourg s'est dotée en 2021 d'un plan d'action sciences-société. Pouvez-vous nous en exposer les axes forts ?

Ce plan d'action, qui couvre le mandat 2021-2025 de l'équipe actuelle, est porté par le vice président science et société, fonction dont l'université de Strasbourg s'est dotée depuis 15 ans, se montrant pionnière en la matière. Strasbourg s'appuie sur une tradition très ancienne de lien entre la science et la société, qui remonte à la création de l'université allemande. J'aime citer la phrase de l'historien Marc Bloch, qui fut professeur à l'université de Strasbourg : « Il faut faire le service en ville ». C'est une très belle expression qui dit que l'université doit donner à la société ce que cette dernière y a investi. Notre plan repose sur cinq grands axes : partager la science avec tous les publics ; affirmer notre ancrage dans notre territoire et dans notre temps ; valoriser auprès du grand public le patrimoine scientifique très riche de l'université de Strasbourg qui possède des musées d'antiquités, d'égyptologie, de minéralogie, de zoologie ; réfléchir à la question de la parole scientifique dans l'espace public, dont on a vu la remise en cause pendant la crise du Covid ; et enfin, cinquième axe lié au précédent, former à la médiation et à la démarche scientifiques.

Par quelles actions concrètes se traduit ce plan ?

Les actions sont extrêmement nombreuses et reposent d'abord sur des lieux : le Jardin des sciences, où les enseignants chercheurs sont à la croisée des chemins entre les enfants des écoles, les étudiants et les citoyens ; le nouveau planétarium, inauguré tout récemment et qui est aujourd'hui unique en France, dédié à la fois au grand public et aux scientifiques ; et dans deux ans, le musée zoologique rénové. Nous introduisons également très tôt dans nos formations des actions de sensibilisation des étudiants sur la nécessité de diffuser les savoirs scientifiques et techniques dans la société et d'apprendre à communiquer auprès du grand public. Cet aspect est très important. Le plan apporte un soutien à des initiatives d'étudiants ou d'enseignants chercheurs qui animent des blogs de médiation scientifique. Cela s'incarne aussi dans le programme baptisé Opus dont un des volets concerne une association des étudiants qui réfléchit à la question des sciences dans la société. Nous menons beaucoup d'actions mais le plus important pour nous en ce moment, c'est d'avoir une présence plus affirmée dans l'espace public et notamment médiatique, et de développer la médiation scientifique auprès des citoyens.

Comment les services documentaires de l'université de Strasbourg sont-ils impliqués ?

Les services documentaires sont impliqués dans toutes les dimensions de diffusion des savoirs scientifiques et techniques mais aussi dans l'aspect patrimonial, en particulier la Bibliothèque nationale et universitaire (BNU) qui détient un fonds documentaire patrimonial

incroyable. Pour nous, il était évident de construire ce plan avec les bibliothèques, d'autant plus qu'il s'inscrit dans un autre programme dans lequel les services documentaires sont fortement investis, celui de la science ouverte. Le plan Science et société est une manière de vivre la science ouverte.

Quels sont, pour l'université de Strasbourg, les enjeux d'une démarche de science participative ?

Plusieurs chantiers de l'université intègrent des actions de science participative qui impliquent tous les acteurs, politiques, étudiants, citoyens. J'en donnerai deux exemples. Un observatoire Hommes-milieux du CNRS a été créé autour du démantèlement de la centrale nucléaire de Fessenheim ; il rassemble des sociologues, des philosophes, des entreprises, des citoyens, des politiques, des industriels, des représentants d'associations d'usagers. Autre exemple, la démarche que nous avons entamée par rapport à l'histoire de notre université pendant l'époque nazie, et dans laquelle les citoyens ont été fortement impliqués, au moment de la restitution des conclusions issues de cette démarche et dans leur mise en œuvre. L'université a organisé environ 300 activités l'année dernière, conférences, colloques, tables rondes sciences et société, qui pour la plupart ont trouvé leur public.

Et d'une manière plus générale, quels sont les enjeux pour le monde de la recherche et pour la société ?

Nous avons besoin que la société prenne conscience que les sciences sont une manière de comprendre le monde, et que la démarche scientifique, qui n'est pas seulement l'éprouvette ou le laboratoire mais aussi la réflexion et le discours rationnel, est aujourd'hui plus que jamais nécessaire. La crise de la Covid a fait basculer les choses. Les citoyens ont découvert que la science n'est pas une vérité intangible et qu'il existe une pluralité de la communauté scientifique, qu'il y a débat, que parfois les scientifiques se trompent, changent d'avis. Pour nous, le combat est de faire comprendre que la grandeur de la science est bien sûr de trouver des solutions mais que cela se fait à travers des tâtonnements. Les grands médiateurs scientifiques qui interviennent dans les médias ont aussi une responsabilité et doivent nuancer leurs propos. C'est pour cela que notre plan comprend un axe important sur la formation à la médiation.

Quelles spécificités propres aux bibliothèques peuvent faire d'elles, selon vous, des portes d'entrée privilégiées aux démarches sciences et société ?

Aujourd'hui, nous avons clairement besoin de créer des espaces de médiation. Le Studium, ouvert il y a un an à Strasbourg, a été conçu avec des salles de conférences, d'expositions, des espaces de *coworking*, justement parce que la bibliothèque ne doit pas être simplement un lieu où on vient chercher des livres ou s'installer pour travailler, mais aussi un lieu qui rende possible le partage des sciences. La BNU, qui a rouvert il y a 6 ans après de grands travaux, s'est dotée d'un auditorium et d'un espace d'exposition qui ne désemplissent pas. Il y a donc un vrai enjeu à ce que les bibliothèques prévoient des lieux donnant cette possibilité d'exposition et de partage, de dialogue avec les citoyens. On sent que les gens ont envie de s'emparer des questions scientifiques, même si on ne touche malheureusement qu'un certain public.

Lors des dernières journées de l'Abes, en mai 2023, vous avez dit que la documentation était l'arme absolue de la science. Qu'entendiez-vous par là ?

Même si aujourd'hui les scientifiques militent pour la science ouverte et affirment que la protection des données, même à 6 mois, n'a plus de sens car tout est divulgué très vite, il n'empêche que la recherche continue de se faire, encore et toujours, à partir de collections de données. Pour moi, la force de l'université, de la science, leur arme absolue, c'est la qualité de la documentation. Il y a un véritable enjeu à faire comprendre que nos BU recèlent encore plein de trésors cachés qui restent à exploiter. Et j'insiste sur l'engagement que nous, chercheurs, devons prendre pour veiller à la qualité de nos productions scientifiques. Nous prenons conscience aujourd'hui que l'injonction « *Publish or perish* » a pu conduire certains universitaires à franchir des lignes rouges.

Vous êtes président du conseil d'administration de l'Abes. Comment, selon vous, l'agence peut-elle accompagner les établissements dans les démarches sciences et société ?

Après ces quelques mois comme président du CA, je pense que l'Abes doit mieux faire connaitre l'énorme potentiel de coordination de la documentation scientifique qu'elle est capable de conduire. Je suis sidéré de voir dans le rapport d'activité le nombre d'applications, de contrats, de cartographies produits. Je pense que l'Abes est un outil extraordinaire et que, dans l'écosystème des ressources scientifiques numériques notamment, elle doit mieux se faire valoir. Puisqu'aujourd'hui le constat est fait que la dispersion, la fragmentation sont une perte d'argent et de force, il faut que l'Abes convainque qu'elle sera d'autant plus efficace qu'elle pourra procéder à la mutualisation bien comprise des politiques documentaires et que cette mutualisation est un plus pour l'ESR français. Pour moi, l'enjeu est là.

Propos recueillis par
Véronique Heurtematte

Label SAPS : *les nouvelles conditions du dialogue entre sciences, recherche et société*

Créé en 2021 par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le label « Science avec et pour la société » soutient les projets innovants des universités. Une réflexion est actuellement en cours pour mieux intégrer les bibliothèques universitaires dans ces initiatives.

Divers par ses expressions allant du partage d'une culture scientifique commune aux dispositifs de science participative en passant par l'appui à la décision publique, le développement d'un dialogue renouvelé entre sciences, recherche et société est un impératif majeur pour l'avenir de nos sociétés. La loi de programmation de la recherche en avait ainsi fait un de ses objectifs prioritaires en lui accordant une place à la hauteur des enjeux sociétaux qu'il porte : nourrir le débat démocratique, lutter contre les dysfonctionnements de l'information, permettre à chacun de comprendre le monde qui l'entoure et d'y prendre part.

Afin que cette ambition puisse s'incarner dans des actions concrètes, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche s'était doté, dès avril 2021, d'une feuille de route s'articulant autour de deux objectifs principaux. Le premier, stratégique, visait à mettre en place les conditions pérennes de renouvellement du dialogue entre sciences, recherche et société aussi bien en termes d'accompagnement, de valorisation ou de formation des acteurs que de financement des actions. Le second, plus opérationnel, s'attachait à impulser la création de nouveaux espaces de porosité en favorisant les partenariats entre acteurs académiques, associatifs, médiatiques, et en articulant de façon cohérente l'impulsion nationale et les stratégies territoriales, européennes ou francophones.

À l'image des prix créés par certains organismes de recherche, du programme pluriannuel d'appels à projets mis en œuvre par l'Agence nationale de la recherche ou de la création de chaires dédiées au sein de l'Institut universitaire de France, la labellisation « Science avec et pour la société » d'établissements universitaires vise à renforcer les possibilités d'interface entre les espaces scientifiques, académiques et sociétaux.

SOUTENIR LA CRÉATION D'UN RÉSEAU TERRITORIAL DE PARTENAIRES

Il s'agit de soutenir des projets innovants favorisant la structuration d'un réseau territorial grâce à des partenariats avec les acteurs de la médiation et de la communication scientifique comme avec les institutions et les collectivités territoriales.

S'appuyant sur 2 vagues de labellisations, 20 établissements universitaires sont soutenus financièrement pendant 3 années afin d'amorcer une mobilisation forte autour des sujets science et société.

Chaque établissement labellisé a commencé à déployer toute une série d'actions et d'initiatives relevant d'un socle commun comprenant quatre axes principaux : la valorisation de la recherche et de la science, de leurs enjeux auprès du plus grand nombre et notamment auprès des publics scolaires et éloignés ; la formation à la médiation, à la communication ou à la démarche scientifique ; la valorisation de l'actualité et de l'expertise scientifique dans les médias ; la participation citoyenne à la recherche.

Le ministère s'appuie sur les rapports intermédiaires fournis par les établissements labellisés pour réfléchir aux actions futures qui seront soutenues et financées dans le cadre de la politique science et société (par-delà la labellisation). Une réflexion est notamment en cours sur l'implication des bibliothèques universitaires, à la fois pour les étudiants et les personnels, que ce soit pour assurer des formations, présenter des expositions, organiser des espaces de dialogue avec les chercheurs et les doctorants, valoriser les collections patrimoniales scientifiques, etc.

Depuis plusieurs années, une initiative est menée en commun avec le ministère de la Culture à l'occasion de la Fête de la science : la publication de l'ouvrage « Sciences en bulles »[1] distribué massivement et gratuitement dans des bibliothèques (universitaires et municipales) et les librairies partenaires, partout en France. Ce support est souvent utilisé pour amorcer un dialogue avec des publics variés autour de questions liées à la science et à la recherche. Cela participe d'une dynamique que nous souhaitons amplifier et cet ouvrage sera en partie remanié pour l'édition 2024 afin d'augmenter l'impact auprès de notre cible principale que sont les jeunes de 15 à 25 ans.

Le département des relations entre science et société du ministère reste à l'écoute des acteurs pour échanger et concevoir ensemble des actions efficaces au service de ces objectifs.

Olivier Marco
Chef du département des relations entre science et société, ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
olivier.marco@recherche.gouv.fr

[1] www.fetedelascience.fr/sciences-en-bulles-reveil-climatique

Crédit Illustration MESR

Le partenariat signé en octobre 2022 entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et Wikimédia France et déployé dans les Urfist a pour but de former les personnels de recherche aux projets Wikimédia et de stimuler les collaborations.

Faire rayonner la science en formant à Wikimédia

Dans le cadre des engagements du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR) envers l'*open government partnership*[1], une convention de partenariat entre Wikimédia France[2] et le MESR a été signée en octobre 2022 pour 2 ans. L'enjeu principal de ce partenariat est d'augmenter les contributions des personnels de recherche à Wikipédia et de former aux projets Wikimédia.

DIFFUSER LES TRAVAUX DE RECHERCHE AUTREMENT, LÀ OÙ LES CITOYENS S'INFORMENT

Diffuser la connaissance passe par divers canaux. Accroître la transparence et la visibilité de la recherche française demande un changement de culture et de pratiques de diffusion des connaissances. Le partenariat entre le MESR et Wikimédia France est un projet de résidences de wikimédiens dans des établissements de l'Enseignement supérieur et de la recherche. « Un wikimédien en résidence est une personne éditant les projets Wikimédia et qui accepte de travailler au sein d'une institution culturelle, généralement une galerie d'art, une bibliothèque, des archives, ou un musée, une société savante, ou un institut d'enseignement supérieur pour faciliter la création de contenus sur les projets Wikimédia liés à la mission de l'établissement, pour encourager et pour aider à la publication de documents sous licences libres, et pour développer les relations entre l'institution et la communauté Wikimédia. »[3] L'idée principale est donc ici une expérimentation destinée à faire la preuve qu'un changement de culture est possible, qu'il favorise l'intégrité scientifique ou le multilinguisme, et d'explorer les premiers paramètres qui peuvent le freiner ou au contraire l'accélérer.

DES RÉSIDENCES DÉDIÉES PRIORITAIREMENT À LA FORMATION

Pour maximiser les chances de réussite de ce partenariat, le MESR a décidé que l'accueil des wikimédiens en résidence se ferait dans les Unités régionales de formation à l'information scientifique et technique (Urfist). La spécificité des Urfist est en effet leur capacité à faire le lien entre recherche, professionnels de l'information scientifique et publics variés à travers la formation. Contrairement à certaines résidences qui sont très axées sur les contributions, celles-ci sont donc orientées vers beaucoup de formation. Et c'est en déployant le dispositif de cette façon particulière que le MESR a eu le plaisir de découvrir que les personnes recrutées au sein des Urfist pour le projet étaient parfois des contributeurs chevronnés à Wikipédia comme c'est le plus souvent le cas dans les résidence Wikimédia, et aussi des professionnels de la formation jusqu'alors moins ancrés dans ce bénévolat. Cette rencontre donne des conditions singulières et particulièrement efficaces, propices à une propagation d'un des principes de l'encyclopédie en ligne qui est l'utilisation de sources secondaires et non l'écriture d'un travail inédit. Or, ce principe est parfois difficile à appréhender par certains contributeurs, notamment parmi ceux issus de la recherche. Les Urfist forment à cette particularité. Une coordinatrice des résidences a également été recrutée au sein de Wikimédia France pour encore améliorer le dispositif.

TRANSPARENCE ET QUALITÉ DE L'INFORMATION SCIENTIFIQUE AU SERVICE DU GRAND PUBLIC

Grâce à ce partenariat, les étudiants et les personnels de recherche sont sensibilisés et formés à l'utilisation de Wikipédia et aux projets Wikimédia dans leur quotidien.
En incluant ces compétences dans leur savoir-faire, valoriser la recherche auprès de la société devient pour eux une action simple, immédiate et sans intermédiaire en complément des autres modes de valorisation dont ils ont plus l'habitude.
En poursuivant leur action de contributeurs au-delà des formations reçues, les étudiants et les personnels de recherche concourent ainsi activement à la robustesse et à la qualité de l'information disponible dans l'encyclopédie Wikipédia ou dans les différents projets Wikimédia qui relèvent des communs numériques.

ANNE-SOLWEIG GREMILLET
Chargée d'études Édition scientifique et services à la recherche, ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
anne-solweig.gremillet@enseignementsupe.fr

POUR EN SAVOIR PLUS

https://fr.wikipedia.org/wiki/Projet:Wikifier_la_science

https://urfist.univ-rennes2.fr/blog/2023/02/lancement-de-la-residence-Wikimedia-lurfist

http://weburfist.univ-bordeaux.fr/portrait-pierre-yves-beaudouin-resident-Wikimedia-a-lurfist-de-bordeaux/

www.univ-toulouse.fr/actualites/universite-de-toulouse-accueille-wikimedien-en-residence?utm_source=sendinblue&utm_campaign=Veille_dinformation_de_France_Universits_n108&utm_medium=email

[1] www.opengovpartnership.org

[2] Wikimédia France est l'**association** française, créée le 24 janvier 2005, qui œuvre pour le libre partage de la connaissance au travers des projets Wikimédia (Wikipédia, le Wiktionnaire, Wikimedia Commons, Wikidata, etc.) www.Wikimedia.fr

[3] https://fr.wikipedia.org/wiki/Wikimédien_en_résidence

Xperium, ou comment le SCD de l'université de Lille *s'est emparé du dialogue Science et société*

Créé il y a presque 10 ans pour faire vivre la recherche en train de se faire et la mettre à la portée de tous, fédérant de multiples compétences, Xperium est aujourd'hui un acteur de premier plan de la médiation scientifique sur son territoire.

En 2022, l'université de Lille obtient le label SAPS (Science avec et pour la société) grâce à son ouverture sur son territoire et l'écosystème entrepreneurial de la Région Hauts-de-France, et à sa démarche de fédération très forte des complémentarités entre structures impliquées : recherche participative avec la Boutique des sciences, dissémination des résultats « centrés sur l'humain » de la recherche avec le dispositif Sciences Infusent, enseignement de la démarche scientifique avec l'Inspé Maison pour la science, relation Art science portée par la direction culture… et le dispositif de vitrine vivante de la recherche Xperium[1] porté par le SCD au sein de Lilliad Learning center Innovation.

LA RENCONTRE DE DEUX AMBITIONS

En juin 2010, la bibliothèque universitaire est conduite à repenser son infrastructure et son projet de service, se dessinant non seulement comme un lieu de ressources documentaires mais aussi d'appui actif aux communautés d'enseignement et de recherche, lieu de sociabilité, d'interactions, de collaborations, de partage des savoirs. Parallèlement, des acteurs de l'université développaient depuis longtemps des expériences interactives pour le grand public ou les scolaires, le plus souvent lors d'événements ponctuels comme la Fête de la science ou la Nuit des chercheurs. Mais comment valoriser davantage ces expériences qui restaient le plus souvent remisées au sein des composantes ? Le concept de Lillad Learning Center Innovation naît de cette double préoccupation et Xperium en devient partie intégrante dès février 2014.

Son concept inédit fait donc vivre « la recherche en train de se faire »: en la mettant à la portée de tous, en perspective face aux enjeux techniques, scientifiques, sociétaux, elle s'incarne grâce à la médiation de jeunes doctorants qui accueillent le public autour de leur sujet de recherche. Le succès de sa formule de médiation a inspiré les acteurs de la valorisation de la recherche à l'université de Lille pour le choix de la thématique de la première émission scientifique *MérLin La grande enquête* avec l'esprit Sorcier TV, objet du label SAPS 2022-2023[2].

Xperium répond aujourd'hui à trois des quatre enjeux du label SAPS : huit espaces de découverte réunis autour d'une thématique de saison de plus en plus transdisciplinaire et soigneusement choisie par une gouvernance scientifique, politique et sociétale ; une attention particulière aux publics lycéens ; des équipes de recherche systématiquement encouragées par l'équipe Xperium à présenter les travaux concernés dans les médias généralistes[3]. Un pas de plus sera franchi dans la reconnaissance des compétences en médiation scientifique fin 2023, avec la mise en place de dispositifs *Open badges* valant obtention de crédits pour les doctorants impliqués.

UNE ORGANISATION ET DES MOYENS ADAPTÉS GARANTS DE LA SOUTENABILITÉ DU CONCEPT

Depuis la création de Lilliad, le SCD consacre des moyens importants au fonctionnement d'Xperium et bénéficie d'un soutien continu de la Région Hauts-de-France par réponse à appels à projets bisannuels. Xperium repose aussi sur une méthode de portage opérationnel originale : une équipe scientifique de trois enseignants-chercheurs bénéficiant d'une décharge partielle d'enseignement, un assistant ingénieur à mi-temps en charge de la réalisation scientifique et technique des stands, et l'appui de sept membres du SCD (2,5 ETP en moyenne) relevant de quatre de ses départements et services pour la médiation des sciences et les innovations, l'ingé-

[1] https://lilliad.univ-lille.fr/xperium

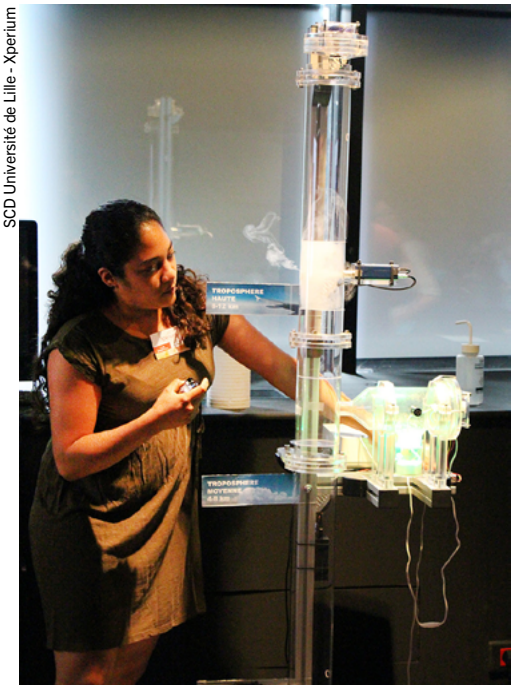
[2] https://newsroom.univ-lille.fr/fileadmin/user_upload/presse/2022/communiques/CP_label_SAPS.pdf https://www.youtube.com/watch?v=me26dG9-gBg

[3] Hugues Leroux : Retour de la sonde Hayabusa-2 sur terre, de la poussière d'astéroïde plein les yeux (08/09/2021) https://theconversation.com/profiles/hugues-leroux-1151640/articles

SCD Université de Lille - Xperium

Public Xperium à LILLIAD

SCD Université de Lille - Xperium



Carla Rodriguez, Docteure en physique au Laboratoire d'Optique Atmosphérique présentait le dispositif LIDAR de détection laser de particules dans l'atmosphère. Carla est aujourd'hui chef de projet Innovation et RSE chez Engie CertiNergy & Solutions.

nierie pédagogique, le montage et suivi des appels à projet, des marchés publics, des contrats doctorants (1 019 heures de vacation sur des crédits Université de Lille entre 2020 et 2023), la communication et l'accueil d'événements.

DES COMPLÉMENTARITÉS MULTIPLES POUR MIEUX VALORISER LA RECHERCHE AUPRÈS DE TOUS LES PUBLICS

Depuis 2020, l'exploitation d'une palette diversifiée d'outils numériques permet de créer une mémoire audiovisuelle avec deux collections de vidéo reportage : « *Place à l'Xperience* » (captations des doctorants en situation sur leur stand), et « *Bienvenue au labo* » (visite guidée par les chercheurs qui présentent leur laboratoire, l'environnement élargi de la recherche concernée et les applications de cette recherche[4]). Si les visites s'adressaient d'abord uniquement aux groupes sur réservation, de nouveaux formats (en groupe ou en solo, avec, sans médiateurs ou en « hybride ») ont depuis été inventés avec l'appui de l'agence *Fun in Museum*[5].

Les technologies numériques ont permis de renforcer la dimension ludique de la médiation avec un quizz se déroulant à Kaléidopolis, ville imaginaire dont chaque site est lié avec un stand Xperium[6]. Décryptage des idées reçues sur le changement climatique, découverte de la pensée visuelle, secrets scientifiques des œuvres d'art…, Xperium facilite la compréhension par le grand public des enjeux sociétaux de la recherche avec trois ou quatre conférences-débats par an, très suivies en replay via la Web TV de l'université, et associant systématiquement les bibliothécaires de liaison pour la réalisation des expositions documentaires thématiques[7].

Un masque virtuel pour faire ressentir la vie sur une autre planète via le réseau neuronal, l'image par intelligence artificielle en soutien au monde médical en psychiatrie… telles sont quelques idées d'innovations nées du Challenge annuel Xperium « Lycéens et étudiants ensemble pour innover ». Fruit du partenariat étroit construit depuis 2018 avec le Rectorat de l'Académie de Lille sur le mode de l'apprentissage par défi[8], ce Challenge permet de confronter les équipes d'étudiants et de lycéens coachés à la démarche scientifique, offrant une autre manière de développer leur esprit critique, l'une des grandes missions des bibliothèques universitaires.

LES PERSPECTIVES À COMPTER DE L'AUTOMNE 2023

Pour la saison 2023 – 2025, *Va y avoir du sport ! Ce que la recherche nous apprend*[9], le jeu de piste *Bouger chercher* ponctué de QR codes avec géolocalisation permettront aux usagers du campus de découvrir les lieux de recherche et de patrimoine du Campus Cité scientifique, en partie grâce aux crédits SAPS obtenus par l'université. Xperium développera davantage sa mission de valorisation de la recherche avec *Bernard*[10], parcours de rencontres avec chercheurs, doctorants, techniciens, personnels administratifs sur leur lieu de travail à destination des enseignants du secondaire et de leurs élèves, en synergie avec le Rectorat. Une cinquantaine de lycéens de tous horizons ont déjà pu découvrir dans quatre laboratoires l'écosystème de la recherche publique, expérimentant ensuite la démarche scientifique par la production de contenus. Enfin, Xperium appuiera le choix de la thématique de la saison 2025-2027 sur *Lillanalytics*, dispositif développé dans le cadre de l'I-site Université de Lille Nord-Europe, visant à améliorer la qualité des données sur la recherche et à les exploiter pour augmenter la capacité de pilotage de l'université de Lille. Presque dix ans après sa naissance, l'originalité de son concept, sa capacité à fédérer les multiples compétences présentes au sein du SCD font aujourd'hui d'Xperium un acteur pleinement légitime de la médiation scientifique pour les instances académiques lilloises, le monde éducatif et l'écosystème territorial des Hauts-de-France.

Jean Cosléou
Professeur des Universités, directeur scientifique d'Xperium de l'université de Lille
jean.cosleou@univ-lille.fr

Corinne de Munain
Conservatrice en chef des bibliothèques, responsable département Animation culturelle scientifique et technique, SCD de l'université de Lille
corinne.demunain@@univ-lille.fr

XPERIUM EN CHIFFRES

- **4 saisons thématiques bisannuelles depuis 2014**
- **25 intervenants chercheurs ou doctorants en moyenne par saison**
- **Plus de 20 000 visiteurs depuis l'ouverture**
- **Deux journées grand public par an, dont une à l'occasion de la Fête de la science, accueillant chacune plus de 200 visiteurs**
- **31 établissements scolaires des Hauts-de-France accueillis en moyenne chaque année**

[4] https://lilliad.univ-lille.fr/xperium/ressources-en-ligne

[5] Proof of Concept d'Xperium www.funinmuseum.com/pages/reussites.html

[6] Kaléidoscope le jeu, une autre façon de découvrir la science https://youtu.be/1tycMxohaQQ?si=yUkquxBYBjE2db2u

[7] https://webtv.univ-lille.fr/video/12158/changement-climatique%C2%A0-depasser-les-idees-recues

https://webtv.univ-lille.fr/video/11544/a-la-decouverte-des-1001-facettes-de-la-pensee-visuelle…-et-du-sketchnote-en-particulier

https://webtv.univ-lille.fr/video/12329/les-secrets-scientifiques-des-oeuvres-d'art-reveles

[8] L'université de Lille et quatre universités européennes (Malmö, Wroclav, Viadrina et MykolasRomeris) travaillent ensemble sur cette technique de pédagogie innovante Challenge Based Learning – CBL.

[9] https://lilliad.univ-lille.fr/xperium/programmation

[10] *Beaux Ensembles de Ressources Numériques pour Apprendre ce qu'est la Recherche et en Débattre.* La rentrée universitaire 2023 verra s'ouvrir la dernière phase expérimentale à une dizaine de classes de lycées de la région.

La collaboration de la bibliothèque Sciences et Techniques - Sports de l'université de Limoges avec l'artiste-plasticien Joseph Kawerk, qui a donné lieu à deux expositions, place la bibliothèque comme une actrice importante de la création artistique et réaffirme son rôle de « passeuse ».

La bibliothèque actrice *de la création artistique et de la vulgarisation scientifique*

Université de Limoges

La bibliothèque Sciences et Techniques — Sports de l'université de Limoges entretient, depuis le début des années 2010, une collaboration avec un artiste-plasticien spécialisé dans la reconstitution d'animaux préhistoriques. Si, au départ, la bibliothèque avait uniquement pour rôle de pourvoir aux besoins documentaires de l'artiste, elle s'est peu à peu affirmée comme un pôle de ressources plurielles, au service d'une démarche artistique atypique. De cette collaboration ont découlé deux expositions itinérantes : *Paléosculptures 1 et 2*.

PREMIERS CONTACTS

Riche d'un parcours varié (baccalauréat scientifique, sculpture, moulage à froid, tannerie, chimie appliquée au traitement du cuir, coloriste sur tissus ou encore taxidermie), Joseph Kawerk propose une expérience sensible de la préhistoire à travers la reconstitution d'animaux disparus. Dès 1991, il commence à s'intéresser de plus près à la préhistoire en multipliant les lectures et en réalisant quelques travaux de moulage. Afin que son travail de reconstitution soit le plus fidèle possible, il devient nécessaire de collecter un maximum de sources brutes : scans 3D (Musée d'Histoire Naturelle de l'État de l'Idaho), vestiges osseux (musées de Tautavel, de Solutré, de Clermont-Ferrand) et, en premier lieu, un important corpus bibliographique, raison initiale pour laquelle il s'est rapproché de la bibliothèque universitaire de Sciences et Techniques de Limoges en 2010.
Pour la collecte des sources bibliographiques, il recourt aux services proposés par la bibliothèque universitaire (recherche documentaire, prêt entre bibliothèques). Le corpus constitué rassemble des articles de périodiques scientifiques, des thèses et des monographies autour de la méthodologie et de la description normalisée d'ossements découverts sur des sites archéologiques.

DE LA CONSTITUTION D'UN CORPUS À LA NAISSANCE D'UN RÉSEAU

Au fil de l'avancement du projet, de nouveaux besoins émergent : confronter les découvertes lacunaires à des avis scientifiques, avoir accès à des vestiges ou exposer les premières œuvres. Dans ce contexte, l'équipe de la bibliothèque joue un rôle de facilitateur. Afin de pouvoir procéder aux reconstitutions en effectuant des scans 3D, Joseph Kawerk a besoin d'accéder à des vestiges osseux conservés dans des musées. Les institutions garantes de la conservation de ces vestiges très précieux se montrent cependant souvent réticentes à communiquer ces pièces à un particulier. Aussi, le responsable de la bibliothèque intervient en amont pour présenter aux musées ou aux collectionneurs privés la démarche scientifique de l'artiste et le projet de médiation dans lequel elle s'inscrit. Par ailleurs, l'équipe met en relation Joseph Kawerk avec le Professeur Daniel Petit, habitué de la bibliothèque et enseignant-chercheur déjà engagé dans des actions de vulgarisation scientifique. Cette rencontre permet des échanges fructueux, autant sur la démarche que sur les problématiques rencontrées. L'implantation de l'université de Limoges sur trois départements a permis de présenter la première exposition sur les sites de Limoges et de Brive-la-Gaillarde. Le contact privilégié du responsable de la BU avec le SCD de Clermont-Ferrand a permis de la présenter aussi à la BU UniVegE (Herbiers universitaires de l'université de Clermont-Auvergne).

LES SAVOIR-FAIRE DE L'ÉQUIPE AU SERVICE DE L'ARTISTE

Si nous avons souligné le rôle joué par les services du prêt entre bibliothèques dans la collecte de sources bibliographiques, c'est néanmoins toute l'équipe de la bibliothèque qui a mis ses compétences professionnelles ou extra-professionnelles au service de ce projet de médiation. Ayant besoin d'une assistance technique pour télécharger les fichiers 3D mis à disposition par différents musées virtuels, Joseph Kawerk a pu bénéficier de l'aide d'un agent de la bibliothèque pour obtenir les fichiers requis et disposer d'un soutien technique au long de ses recherches.
Dans un deuxième temps, afin de mieux appréhender les reconstitutions de Joseph Kawerk, il a été nécessaire de les inscrire dans leur contexte scientifique, historique et technique. À ce titre, un

Crédit Université de Limoges

commissariat d'exposition, constitué du Pr. Petit et d'une partie de l'équipe de la bibliothèque a été constitué. L'objectif était de rédiger des contenus scientifiques valides mais synthétiques et ainsi accessibles au grand public. Un membre du personnel du SCD s'est ensuite chargé de la conception graphique des posters pour donner à l'exposition une identité visuelle percutante.

Précisons enfin que la bibliothèque et son personnel sont intervenus dans toutes les opérations visant à communiquer autour des deux expositions en concevant des supports (affiche, flyers, vidéos…) et en les diffusant au sein de ses réseaux. Les référents communication au sein de la BU et du SCD ont pris contact avec les médias locaux. La BU a également assuré un « service après-vente » en proposant à l'artiste des supports de communication lui permettant de démarcher d'autres établissements (réalisation de plaquettes et vidéos…).

DES RETOMBÉES POSITIVES

En parvenant à toucher un public varié, les deux expositions ont rencontré un véritable succès. *Paléosculptures* a bénéficié d'une couverture médiatique locale à travers la publication d'articles dans la presse quotidienne régionale (*Le Populaire, La Montagne*) et la diffusion d'un reportage dans un journal télévisé (France 3 Brive).

De nombreuses visites, commentées par l'artiste et l'enseignant associé au projet, ont été organisées à destination du grand public et de la communauté universitaire (étudiants et enseignants-chercheurs; enseignants du secondaire). Ainsi, le grand public a pu profiter d'une approche accessible mais néanmoins exigeante sur des questions relevant de la paléozoologie.

Au final, toutes les parties impliquées dans ce projet ont appris de cet investissement intellectuel et humain. Pour l'artiste, en plus d'avoir pu tirer parti des savoir-faire des équipes et d'un lieu propice à la médiation, ce fut l'occasion de disposer à terme de deux expositions « clés en main » qu'il a pu proposer à d'autres établissements. Ce projet a permis au SCD de présenter deux expositions originales au rendu spectaculaire, conférant à l'établissement une visibilité dépassant le milieu universitaire. Il a aussi permis de réaffirmer le rôle de « passeur » d'une bibliothèque universitaire, en rappelant que tout travail scientifique s'appuie sur une collecte de données et, donc, sur des services documentaires.

LES COMPÉTENCES DU PERSONNEL DE LA BIBLIOTHÈQUE VALORISÉES DANS UN CONTEXTE NOUVEAU

Enfin, *Paléosculptures* a été l'occasion pour les agents de la bibliothèque Sciences et Techniques-Sports de valoriser des compétences existantes ou d'en mobiliser de nouvelles dans le cadre d'une expérience aussi passionnante qu'inattendue. Ce projet tend à montrer que la bibliothèque universitaire, traditionnellement associée à la notion de médiation, peut aussi devenir une actrice importante de la création artistique. Les multiples savoir-faire des agents, habituellement employés pour la mise en valeur des collections et du patrimoine universitaires, se révèlent tout aussi pertinents lorsqu'ils sont appliqués à l'accompagnement d'un artiste.

Les sujets à la croisée des arts et de la science ne manquent pas (arts numériques, Art et intelligence artificielle, Art et mathématiques,…). Participer à la création et à l'organisation des événements relatifs à ces thématiques sont autant d'occasions d'attirer un public nouveau, qui se sent trop souvent illégitime lorsqu'il s'agit de pénétrer dans l'enceinte d'une structure universitaire. Par ces actions, la BU prouve qu'elle a, plus que jamais, un rôle à jouer dans le rapprochement à opérer entre sciences et société[1].

FRANCIS HERNANDEZ
Responsable de la section Sciences au SCD de l'université de Limoges
francis.hernandez@unilim.fr

CONSTANTIN MOLL
Responsable adjoint de la section Sciences, coordinateur Sudoc au SCD de l'université de Limoges
constantin.moll@unilim.fr

Exposition Joseph Kawerk, paléosculptures

[1] Ces expositions, le poster présenté lors des Jabes 2023, comme cet article, n'auraient pu être réalisés sans le concours de toute une équipe de bibliothécaires investie depuis 2018 dans le projet *Paléosculptures* : Marie Bourlois, Marie-Sophie Caire, Mathieu Figueiredo, François Jougleux, Marion Massip, Véronique Siauve, et sans le soutien régulièrement renouvelé de sa direction,Catherine Gandois et Julie Floreani.

L'initiative SUNSET de l'université de Bordeaux : *retour d'expérience sur un an de labellisation SAPS*

Mis en place en 2022, le programme SUNSET – Sciences avec et pour une Société en Transition – de l'université de Bordeaux repose sur la fédération d'un grand nombre d'acteurs au sein et à l'extérieur de l'université afin de proposer un plan d'action riche et cohérent.

Bibliothèques de l'université de Bordeaux

Tout comme 21 autres universités de métropole, l'université de Bordeaux a obtenu en 2022 le label Science avec et pour la société du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Retour sur la première année de mise en place de cette politique issue de la loi LPR, dans laquelle s'inscrivent les bibliothèques universitaires de Bordeaux.

UN LABEL ASSOCIÉ À DE NOMBREUSES INITIATIVES EXISTANTES

Construit dans la continuité des nombreux projets de médiation scientifique et actions culturelles portées par l'université de Bordeaux (UB) depuis sa création en 2014, le projet SUNSET (Sciences avec et pour une Société en Transition) reflète la volonté d'ouverture, de perméabilité et de renforcement du dialogue entre sciences et société de l'établissement. Dans un contexte où les universités doivent répondre à un fort enjeu de démocratisation des savoirs, en particulier auprès des jeunes, il s'agit de donner envie de science et de former les citoyens de demain pour en faire des acteurs responsables, en capacité d'appréhender les enjeux qui se présentent à nous actuellement, que ce soit au niveau sociétal ou environnemental.

Par la création d'un pilotage opérationnel, l'université inscrit cette politique dans la durée et s'affirme comme une actrice du dialogue science et société

Pour répondre aux attendus de la labellisation SAPS, le projet SUNSET s'est appuyé sur la diversité et la richesse des programmes, actions et interventions portés par les différentes communautés du campus de l'université, en partenariat avec les établissements publics à caractère scientifique et technique (EPST) du site ainsi que les établissements associés. Mettre en valeur les *Living Labs* de l'université, stimuler et organiser les interventions des scientifiques en partenariat avec le centre de culture scientifique technique et industrielle (CCSTI) Cap Sciences, associer les acteurs de la société et les scolaires à la recherche, acculturer les personnels en interne à la médiation scientifique et aux sciences participatives sont autant d'actions inscrites dans ce programme de 3 ans.

SUNSET, qui s'attache à « permettre un passage à l'échelle et initier de nouveaux dispositifs » vise ainsi les objectifs suivants :

- **Structurer une démarche** harmonieuse avec les partenaires de l'UB pour porter, le plus largement et au plus près des publics, la connaissance de la méthode scientifique et de sa valeur en termes de production de savoirs, avec un enjeu d'inclusion et de démocratisation, ciblant en particulier les publics et les territoires les plus éloignés du monde académique
- **Coconstruire les conditions de choix éclairés à l'échelle du territoire** autour des enjeux de transition, via le partage de l'expertise scientifique, son questionnement et l'expérimentation en commun de solutions. Inscrits comme objectifs de la feuille de route des transitions de l'université, ces objectifs sont par ailleurs pleinement intégrés aux stratégies des grands programmes de l'établissement.

Pour y parvenir, le projet SUNSET s'articule autour d'un plan d'action en 5 axes[1], avec une structuration interne de la politique SAPS, progressivement intégrée aux organes de gouvernance de l'université.

MISE EN PLACE DE LA GOUVERNANCE ET DU PILOTAGE

Avec une première année de labellisation SAPS dédiée à la reconnaissance et à la structuration d'un réseau foisonnant d'acteurs internes et partenariaux, l'accent a été mis sur l'installation d'une gouvernance et d'un pilotage opérationnel, reflets de la volonté de l'établissement d'inscrire cette politique dans la durée et de s'affirmer comme un acteur structurant du dialogue science et société sur le territoire.

Désigné début février 2022, le chargé de mission Science et Société a contribué à la mise en place d'une lettre de mission SAPS parue le 30 juin 2022. En parallèle, une équipe transversale associant des personnels des directions Culture, Communication,

Recherche et Innovation, Documentation et le chargé de mission Sciences et Société, a été créée. Elle a permis d'impulser la dynamique SAPS au cours du second trimestre 2022, avec la mise en place en septembre 2022 d'une cellule de coordination opérationnelle qui a réuni l'ensemble des services de l'UB impliqués, ainsi qu'une coordination avec Cap Sciences dès l'été 2022. Des réunions de coordination partenariales mensuelles ont été ensuite positionnées en alternance avec les réunions de coordination internes. Aujourd'hui composée de 3 personnes, l'équipe de coordination et d'opérationnalisation du projet assiste le chargé de mission dans la mise en œuvre des actions.

Cet important travail de structuration et d'animation d'un réseau de partenaires autour de la thématique SAPS a eu un effet positif tant sur les relations entre institutions que sur le décloisonnement induit par la mise en place de cette dynamique. Le lien avec le CCSTI Cap Sciences, renforcé par la signature d'une convention cadre et l'élaboration d'actions communes, en est un exemple. Des conventions spécifiques seront progressivement mises en place avec les collectivités et les associations partenaires autour d'initiatives « SAPS » développées en commun.

LA SOCIÉTÉ ET SES ACTEURS AU CŒUR DES ACTIONS

Le projet SUNSET se positionne comme un amplificateur et un catalyseur des actions sciences-société portées par un panel d'acteurs actifs tout en évitant l'écueil d'un fonctionnement en simple guichet. Si la première année du projet a permis de structurer et formaliser les partenariats autour d'une politique commune, la deuxième année va être consacrée à la construction d'une communauté d'intérêt la plus ouverte possible tout en construisant de nouveaux vecteurs de dialogue. L'animation de ce réseau sera déterminante pour un passage à l'échelle et la consolidation du plan d'action. Elle passera par une réflexion sur les vecteurs de diffusion de la CSTI, que ce soit en termes de lieux, de tiers-lieux d'échanges, ou de média et d'interfaces participatives.

Sur la base du réseau partenarial consolidé et d'une équipe projet opérationnelle, le programme d'action sera orienté sur des cibles privilégiées :

- les acteurs du maillage territorial en mettant notamment l'accent sur les territoires ruraux et éloignés des centres académiques
- les publics de jeunes adultes par le biais du renforcement des liens avec les acteurs de terrain (associations et collectivités, médiathèques). La diffusion de la culture scientifique sur les territoires hors métropole passera par la création et l'animation d'actions dédiées (ludothèque de médiation scientifique itinérante…)
- le public familial, avec des actions dans les médiathèques ainsi qu'une programmation d'évènements Arts, Science et Société
- le public scolaire, avec la consolidation du programme mené sur le premier exercice avec Cap Sciences, l'académie et la ville de Bordeaux. La conception de nouveaux formats devra répondre aux enjeux de démobilisation des jeunes, en particulier les filles, pour la science et pour les carrières scientifiques
- les acteurs « recherche et innovation » avec une offre de conseil, d'accompagnement aux actions de médiation en lien avec le public, d'appui institutionnel auprès des partenaires. Un effort sera mené sur la détection des besoins pour mieux appuyer les chercheurs en matière de montage de projets
- la communauté académique, afin d'acculturer à une politique culture - sciences - société au sein de l'établissement. Cela se traduira par des actions dans les formations initiales et celles du collège doctoral, et par une acculturation des personnels (école d'été SAPS, formation à la médiation…).

Il est prévu que la réflexion engagée sur les outils permettant de mieux partager les espaces de dialogues (newsletter, portail participatif, affichages thématiques) puisse aboutir au cours de cette deuxième année.

Les membres de la cellule de coordination SAPS de l'université de Bordeaux [2]
saps@u-bordeaux.fr

© Gauthier Dufau université de Bordeaux

[1] Axe 1 — Participer : une science participative tournée vers les transitions ;
Axe 2 — Agir avec les scolaires et le 2nd degré : donner envie de science ;
Axe 3 — Valoriser : la recherche, la science et le patrimoine ;
Axe 4 — Démocratiser les savoirs et lutter contre l'infodémie ;
Axe 5 — Former : médiation, sciences participatives, données ouvertes.

[2] Lou Deny, Philippe Moretto, Sébastien Peyrard, Cécile Wa.

Le label SAPS à l'Université Grenoble Alpes : *les BU en première ligne*

Détentrice du label Science avec et pour la société depuis 2021, l'Université Grenoble Alpes a élaboré un programme ambitieux dans lequel les bibliothèques universitaires occupent une place de premier plan qui conforte leur rôle scientifique comme leur rôle culturel.

En 2021, l'Université Grenoble Alpes (UGA) obtient, aux côtés de sept autres universités, le label Science avec et pour la société (SAPS), lors de la première vague de cet appel à projets. Accordée pour une durée de 3 ans, jusqu'à fin 2024, cette labellisation s'accompagne d'une importante dotation de 442 000 euros par an. Elle est une reconnaissance nationale du rôle moteur joué par l'UGA dans la valorisation de la recherche ainsi que dans la structuration des synergies entre les différents acteurs de la diffusion de la culture scientifique à l'échelle du territoire, à Grenoble et Valence notamment. Grâce au label, plusieurs projets portés par la vice-présidence « culture et culture scientifique et technique » et par la direction de la culture et de la culture scientifique de l'UGA sont lancés : aménagement d'un nouveau sentier planétaire, réalisation de supports et équipements de médiation scientifique au sein de laboratoires… Deux actions concernent directement les bibliothèques universitaires : l'aménagement d'une salle de médiation et la création d'un espace muséographique, projet phare du label SAPS.

Esquisse 3D du futur espace muséographique de la BU Joseph Fourier

Crédits photo : Apoïdea architecture

UN PROJET QUI FAIT LA PART BELLE À LA BU

Ces deux réalisations ont pour cadre la bibliothèque universitaire Joseph Fourier qui comprend les collections de sciences, techniques, sport, professorat éducation et offre plus de 1 400 places assises à la communauté universitaire. Cette bibliothèque a été choisie par l'équipe politique de l'UGA en raison de sa localisation au cœur de la place centrale, lieu emblématique du campus de Saint-Martin-d'Hères ;de ses larges horaires d'ouverture (75 heures par semaine) et de sa très forte fréquentation (près de 600 000 entrées en 2022) ; de la présence des bibliothécaires au sein des espaces, garante de bonnes conditions de sécurité pour les œuvres ; des collaborations culturelles dynamiques existant depuis longtemps entre la Direction générale déléguée Bibliothèques et appui à la science ouverte (DGD BAPSO) et la Direction de la culture de l'UGA ; enfin de la présence d'espaces adaptés aux deux projets SAPS en question.

La bibliothèque Joseph Fourier comprend en effet au rez-de-chaussée un vaste espace de 350 m², l'Atrium, qui est à la fois un espace de circulation desservant trois salles de lecture, une salle de relaxation et un auditorium, mais aussi un lieu déjà utilisé pour des manifestations culturelles. Le projet porté dans le cadre du label SAPS consiste à rénover cet atrium pour le transformer en un espace muséographique permanent d'envergure, destiné à accueillir des expositions temporaires autour du patrimoine et de la culture scientifiques de l'UGA. L'objectif est d'embellir et d'adapter l'espace à une programmation de grande qualité, permettant de professionnaliser les actions culturelles menées en son sein, à l'image des espaces d'expositions des musées.

Le cabinet d'architecture Apoïdea, en collaboration avec plusieurs bureaux d'études, a été recruté pour la réalisation d'un diagnostic en 2022, puis pour la maîtrise d'œuvre à l'été 2023. Les travaux débu-

teront début 2024 pour une livraison de l'espace muséographique à la rentrée 2024. Le projet architectural retenu par l'UGA tire parti de la place importante qu'une grande rampe surplombant l'atrium occupe dans l'espace muséographique, de manière à en faire l'élément structurant principal. L'habillage de cette passerelle et le déploiement d'un ruban le long de cette dernière permettront l'accrochage et la mise en valeur lumineuse des œuvres ainsi que la définition d'un parcours d'exposition. Un travail important autour de l'éclairage sera réalisé pour une mise en lumière adaptée des lieux. L'espace sera entièrement modulable, avec des mobiliers amovibles et facilement manipulables.

Un autre espace de 52 m², situé à l'étage de la BU Joseph Fourier, bénéficiera de l'apport du label SASP et sera transformé en salle de médiation et de formation, destinée notamment à accueillir des élèves du secondaire pour des ateliers autour de la culture scientifique, en lien avec des visites de laboratoires de l'UGA et des formations à la médiation scientifique. Cette nouvelle salle de médiation ainsi que la présence attenante à l'espace muséographique d'un auditorium, idéal pour proposer des conférences illustrant les expositions, d'une salle de lecture dont la documentation est dédiée à l'histoire des sciences, et d'un local de stockage pour du mobilier d'exposition, formeront un ensemble cohérent et fonctionnel de valorisation des liens entre sciences et société, propice à renforcer la place des bibliothèques au sein de l'UGA.

QUAND LE DIALOGUE SCIENCE ET SOCIÉTÉ RENFORCE LA PLACE DES BU DANS L'UNIVERSITÉ

Le rôle que les bibliothèques entendent jouer dans le dialogue entre science et société les positionne au croisement de deux problématiques : être confortées dans leur rôle scientifique d'une part, être reconnues en tant qu'actrices culturelles à part entière d'autre part. Si la dimension scientifique des bibliothèques universitaires est constitutive de leurs missions, et est étroitement liée à leur rôle traditionnel autour des collections et de la gestion des fonds patrimoniaux, la place importante qu'elles occupent désormais dans le paysage culturel de leur université mais également de leur territoire est plus récente, et indissociable de leur évolution actuelle vers des lieux de vie riches et multiformes.

À l'Université Grenoble Alpes, les BU travaillent depuis de nombreuses années déjà en étroite collaboration avec la Direction de la culture. Expositions, conférences, animations, évènements artistiques tels que de la danse ou des petites formes théâtrales : de nombreuses manifestations sont organisées chaque année de manière conjointe, au bénéfice de la communauté universitaire et du public extérieur des bibliothèques, dans le cadre d'événements locaux et nationaux. Les savoir-faire complémentaires des professionnels de la culture et des bibliothèques, et les moyens conjugués, permettent de proposer des projets ambitieux. Croiser les réseaux professionnels pour trouver les intervenants les plus pertinents, s'appuyer sur l'expertise des équipes des services culturels en matière de gestion événementielle, développer une dimension bibliographique pour accompagner un projet en mettant à profit la richesse des fonds des bibliothèques et le savoir-faire des bibliothécaires sont autant de pièces d'un puzzle qui s'agencent naturellement pour former un projet cohérent. La Fête de la science constitue à ce titre un rendez-vous incontournable et emblématique de cette synergie.

À l'automne 2024, les publics des BU grenobloises bénéficieront d'une programmation encore plus riche grâce à l'ouverture de l'espace muséographique. La dynamique déjà installée depuis de nombreuses années servira alors de socle à la mise en place d'une véritable coprogrammation : une à deux fois par an, avec l'appui d'un comité de programmation dont la DGD BAPSO sera partie prenante, les équipes de la Direction de la culture proposeront des expositions scientifiques basées sur les collections riches et hétéroclites des laboratoires. 14 collections remarquables en anatomie, botanique, chimie, génie électrique, etc., attendent déjà de pouvoir rencontrer leurs publics, avec des objets aussi divers et variés que le noir de fumée, des animaux naturalisés, des instruments, des costumes. Et quel meilleur lieu pour cette rencontre que la BU Joseph-Fourier, avec ses collections d'histoire des sciences installées à proximité immédiate, digne héritière d'un cabinet de curiosité, mais ayant su se moderniser pour attirer chaque jour des milliers d'étudiants ? Le caractère modulable de l'espace, pensé dès le départ comme un facteur de réussite du projet, permettra aux équipes des BU de continuer à proposer, en alternance, des expositions artistiques, sociétales, de la danse, du théâtre, confortant ainsi le rôle culturel et scientifique des bibliothèques universitaires.

La place des bibliothèques dans le dialogue entre science et société est au croisement de leur rôle scientifique et de celui d'actrices culturelles à part entière

Marie Deage
Directrice des services aux publics, DGD BAPSO, Université Grenoble Alpes
marie.deage@univ-grenoble-alpes.fr
Héloïse Faivre
Directrice adjointe des services aux publics, Université Grenoble Alpes
heloise.faivre@univ-grenoble-alpes.fr

Expertes en matière de gestion documentaire et de médiation auprès des publics, les bibliothèques universitaires ont tout leur rôle à jouer dans les démarches de sciences et recherches participatives. Une nouvelle mission dans laquelle elles s'engagent progressivement.

Sciences et recherches participatives : *les BU en quête du bon positionnement*

URFIST bordeaux

On les appelle sciences et recherches participatives (SRP) en France ou *Citizen Science* (CS) dans la plupart des pays européens[1]. Il s'agit de mener un projet scientifique avec une implication conséquente, pouvant être de nature diverse, de citoyens non spécialistes (bien que cette définition minimaliste[2] ne rende pas justice à la diversité des pratiques, des objets, des méthodes et des acteurs des projets de CS). Les bibliothèques universitaires (BU) commencent à s'intéresser sérieusement à ces pratiques qui, sans être nouvelles, connaissent un développement considérable depuis une dizaine d'années. La création du Citizen Science Working Group (CSWG) de LIBER en 2019 a permis d'amorcer des réflexions et des échanges de pratique sur ces enjeux. Si en France l'intérêt est bien présent et que nombre de bibliothécaires suivent les formations assurées par l'Urfist de Bordeaux, c'est pourtant assez timidement encore qu'il se concrétise[3].

UNE EXPERTISE STRATÉGIQUE

De fait, les BU peinent à déterminer leur rôle vis-à-vis des SRP. C'est dans le sillage du pilotage des politiques de science ouverte que la mission d'implémentation des SRP s'est mise en œuvre dans plusieurs établissements européens. L'embauche d'un *Citizen Science Officer* à la BU d'Edimbourg[4] ou la création d'un *Citizen Science Knowledge Center* par la BU du Sud Danemark[5] sont deux exemples d'actions menées par des BU pour engager leurs établissements dans les SRP. En France, les politiques Sciences et société[6] de ces deux dernières années ont été clairement distinguées des politiques de science ouverte (SO), si bien qu'elles se construisent parallèlement sans forcément se croiser. Il est vrai que, si les SRP sont une des branches de la science ouverte, elles sont souvent oubliées par rapport à celles qui relèvent davantage de la diffusion des savoirs que de leur production. Intégrer la dimension SRP dans les feuilles de route SO revient à promouvoir non seulement une ouverture des méthodes scientifiques aux citoyens, mais aussi à valoriser des modes d'expression scientifique qui ne soient pas qu'académiques[7]. C'est là que réside la compétence stratégique de la BU : dans sa capacité à voir les enjeux documentaires des transformations académiques et à y répondre pour engager l'université dans une circulation des savoirs la plus large possible.

UNE EXPERTISE DOCUMENTAIRE

Les bibliothèques peuvent mobiliser leur expertise documentaire en termes de données, de publications et de collections. Un des enjeux des SRP est d'assurer que les données collectées soient de bonne qualité. La BU peut y contribuer par la formation des participants des projets de SRP. Les BU de Zagreb ou encore de Washington and Lee University (USA)[8] ajoutent ainsi un volet sur les pratiques participatives aux formations à l'information numérique, aux données ou aux sciences ouvertes. Les BU peuvent aussi être appelées à mobiliser leur expertise en matière de PGD, encore en développement mais de plus en plus assurée, pour des projets à la fois axés sur la qualité des jeux de données et leur mise en circulation. De fait, la circulation des savoirs produits dans un projet de SRP est un enjeu peut-être trop souvent oublié, bien qu'il relève d'un engagement politique et éthique envers les participants. Les *Citizen Science Centers* assurent rarement une valorisation documentaire des productions de ces projets et il y a là un champ bibliothéconomique à explorer. Par ailleurs, les demandes bibliométriques sur les publications des projets de SRP se multiplient et appellent à ce que les bibliothécaires aient une connaissance claire de ce que sont les SRP. Pour cela, on pourra se reporter aux thesaurus *Citizen Science* d'Inrae[9] et de l'Inist[10] ou aux recommandations de l'Urfist de Bordeaux en matière de thesaurus CS[11]. Les BU peuvent aussi participer au signalement des projets SRP, comme le fait la BU de Ljubljana en Slovénie[12] qui en propose un catalogue. Certes, la couverture géographique et l'identification des projets rendent ce type de catalogues complexes, mais néanmoins la signalisation peut trouver d'autres formes, comme l'intégration au catalogue de kits de sciences participatives[13].

COLLECTIONS, MÉDIATION ET FORMATIONS

Les BU peuvent également être des partenaires actives des projets SRP. Si les pratiques participatives sont déjà très mobilisées dans les bibliothèques nationales et territoriales[14], elles n'ont pas fait l'objet

[1] Voir le tableau des termes par pays dans Eitzel, M. V., et al. (2017). *Citizen Science Terminology Matters : Exploring Key Terms.* _Citizen Science: Theory and Practice_, _2_(1), 1. https://doi.org/10.5334/cstp.96

[2] Voir Haklay, M., et al. (2021). *What Is Citizen Science? The Challenges of Definition.* In K. Vohland, A. et al. (Éds.), _The Science of Citizen Science_ (p. 13 33). Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-030-58278-4_2

[3] Comme en témoignent les résultats de l'enquête lancée par Nahelou May en juin 2023 pour son mémoire de master à l'Enssib (École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques).

[4] www.youtube.com/watch?v=J1ePWvcxn3g&ab_channel=LIBEREurope

[5] https://sdunet.dk/en/research/citizenscience/om-videncentret

[6] Dont le label SAPS, Science Avec et Pour la Société, lancé en 2021 par le MESR, et dont les projets comportent en général un volet SRP.

[7] Voir le texte de présentation de la journée nationale d'étude « Sciences participatives et communication scientifique : écrire, publier, valoriser », organisée par le réseau Urfist en novembre 2023.

[8] https://www.youtube.com/watch?v=J1ePWvcxn3g

d'un fort développement en BU. Pourtant, les projets Collex-Persée, qui sont déjà des partenariats entre une bibliothèque et une équipe de recherche autour d'une collection, pourraient facilement être prolongés par des temps de participation du grand public pour de la transcription, de la géolocalisation, etc. De même, la BU peut être une partenaire de la promotion des projets SRP par son travail de médiation scientifique. Pour exemple, en 2022, la BU de l'université de Bordeaux a participé à la valorisation du projet participatif Spipoll [15] : cocréation d'une exposition, installée dans le hall, organisation de deux ateliers (plateforme Spipoll et fonds anciens en entomologie) à destination des scolaires et du grand public, et sélection de ressources imprimées et numériques (dont des jeux de données).

Le rôle des bibliothèques universitaires dans le développement des projets de SRP est légitime, mais bien sûr, il faudra se former. Pour cela, il est possible de suivre les formations des Urfist, le MOOC de Vigie-Nature, les modules de CitizenScience.eu, ou encore les séminaires et ateliers du CSWG de LIBER. Avec tant de formations proposées, les BU trouveront vite matière à défendre leur rôle dans ce renouvellement des pratiques de recherche et de diffusion des savoirs.

Raphaëlle Bats
Coresponsable de l'Urfist de Bordeaux
raphaelle.bats@u-bordeaux.fr

Nahelou May
Élève en master PBD à l'Enssib (École des sciences de l'information et des bibliothèques)
nahelou.may@enssib.fr

• • • RÉSONA : UNE RÉSIDENCE WIKIMÉDIA À L'URFIST DE BORDEAUX

Depuis février 2023, Pierre-Yves Beaudouin a rejoint l'équipe de l'Urfist de Bordeaux pour un an afin de mettre en œuvre le projet RéSoNA (Résidence Science Ouverte en Nouvelle-Aquitaine) articulé autour de 5 axes :

• **IDENTIFICATION :** de l'analyse de la diffusion des productions scientifiques sur Wikipédia et Wikidata à une enquête sur les pratiques documentaires des rédacteurs de Wikipédia, la résidence travaille à mieux comprendre les relations entre science ouverte et Wikimedia.

• **VALORISATION :** plusieurs initiatives sont mises en place dans le calendrier des temps forts de Wikimedia, contribution à Wikipédia dans le cadre de la campagne 1Lib1Ref ou avec l'association des sans pagEs, concours photo *Wiki Science Competition*, etc.

• **ANIMATION :** de nombreux ateliers de découverte des projets Wikimedia sont organisés avec l'appui des réseaux de professionnels, réseau Mate-SHS, réseaux Repères et Médici, etc. Les actions nationales, pensées par la résidence bordelaise (WikiCafés, infolettre WikiL@b), complètent ce travail de réseau.

• **FORMATION :** pour que la formation ne s'arrête pas à la fin de la collaboration, la résidence bordelaise travaille à la conception d'une formation en ligne sur la plateforme Moodle du réseau des Urfist (Callisto) intitulée « outils pour la recherche : données et datavisualisation ».

• **COMMUNICATION :** pour favoriser la réplicabilité de la résidence, un important effort de documentation est réalisé, rédaction d'un guide des premiers pas du wikimédien en résidence, mode d'emploi pour réaliser la veille et la diffusion de l'infolettre wikil@ab, etc.

À l'heure du bilan à mi-parcours, la résidence est un succès et devrait permettre d'enclencher des pratiques pérennes d'échange entre les deux communautés.

Crédit photo Adobe Stock - FrankBoston

[9] https://consultation.vocabulaires-ouverts.inrae.fr/thesaurus-inrae/fr/page/c_20199

[10] https://skosmos.loterre.fr/TSO/fr/page/-KBRVB4PD-K et Science citoyenne : https://skosmos.loterre.fr/TSO/fr/page/-GW6WNBGQ-X

[11] https://ecodoc.u-bordeaux.fr

[12] https://citizenscience.si

[13] L'association SciStarter propose aux bibliothèques américaines des kits de science participative : https://scistarter.org/library-kits

[14] Voir Raphaëlle Bats, « De la participation à la mobilisation collective, les bibliothèques à la recherche de leur vocation démocratique » : https://hal.science/tel-02465951

[15] Le programme Spipoll est un projet participatif d'inventaire des pollinisateurs. https://spipoll-bordeauxmetropole.fr

« À MONTPELLIER ET À CAMBRAI, LA CULTURE SCIENTIFIQUE CONSTITUTIVE DU PROJET D'ÉTABLISSEMENT »

Crédit photo Adobe Stock - vegefox.com

Sur le mode décalé d'une interview fictive, **David-Jonathan Benrubi, concepteur du Labo-Cambrai,** aujourd'hui à la tête des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole, et **Laurent Dierckens, son actuel directeur,** reviennent sur les idées-forces de ce projet sans équivalent.

Le décor : *le Studio des sciences du Labo-Cambrai, son sol vert-pomme, ses paillasses blanches, les larges vitres qui éclairent une profusion de matériels nécessaires à l'expérimentation scientifique : erlenmeyers, microscopes, jeux, livres. Quatre ans après son inauguration, David-Jonathan Benrubi, concepteur du projet, qui a depuis rejoint les médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole, et Laurent Dierckens, ingénieur-conservateur, qui en a pris la direction en juillet 2022, se rejoignent pour une interview fictive autour de cet équipement singulier dans le paysage de la lecture publique.*

LE JOURNALISTE : *J'ai dû me tromper de salle.*

LAURENT D. : Pas du tout, nous avons bien rendez-vous pour une interview sur les bibliothèques publiques au XXIe siècle ?

LE JOURNALISTE : *Oui. Au départ, ça devait être ma collègue Émilie, mais elle a été envoyée en urgence sur la scène d'un crime spectaculairement atroce qui fera la Une demain.*

DAVID-JONATHAN B. : On est content de vous rencontrer. Une première définition possible d'une bibliothèque publique est « un lieu culturel fréquenté par des gens ». Cela vous convient ?

LE JOURNALISTE : *Je ne sais pas trop. On m'a dit de venir parler de science en bibliothèque.*

LAURENT D. : Oui, tout à fait.

UN USAGER passe la tête : C'est ici l'*escape game* Virus Attacks sur les cellules ?

LAURENT D., souriant : Oui, mais le compte à rebours commence dans deux heures. En attendant, vous avez la rencontre autour des coups de cœur littéraires de la rentrée ou la présentation des incunables italiens. Renseignez-vous au bistrot !

LE JOURNALISTE : *C'est varié. En venant, je suis passé par un genre de musée sur l'architecture de la ville et un grand escalier avec des œuvres numériques.*

DAVID-JONATHAN B. : Ça s'appelle la culture. C'est pour ça qu'il existe quelque chose qu'on appelle bibliothèque publique, pour rendre ces propositions accessibles.

LE JOURNALISTE : *Et la culture scientifique dans tout ça ?*

DAVID-JONATHAN B. : C'est agaçant qu'on soit encore obligé de parler de « culture scientifique », comme pour en faire un complément de la « culture littéraire ». Vous vous souvenez de cette étude du DEPS[1] qui montrait que les Français étaient plus nombreux (77 %) à classer systématiquement la science comme activité culturelle que la lecture de romans (57 %) et à évoquer plus spontanément le savoir et la connaissance (41 %) que la lecture et la littérature (37 %) pour définir la culture[2] ?

LAURENT D. : Moi, cela m'intrigue que dans une bibliothèque, qu'on considère a priori comme encyclopédique, on ait encore du mal à braver la césure quasi mécanique entre les sciences pures et les autres. Séparer les sciences n'est pas intellectuellement logique. Le Labo-Cambrai a pour philosophie de marier le patrimoine écrit et graphique, l'interprétation du patrimoine architectural en tant que centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine (CIAP), la lecture publique et la culture scientifique, technique et industrielle (CSTI). Ce lieu est parfois perçu comme un ovni alors qu'il est pour moi l'héritier naturel d'une certaine forme de culture humaniste, mais contemporanéisée. Dans l'idéal, les sciences devraient occuper leur place dans toutes les offres culturelles, sans besoin de les « extraire » pour mieux les faire exister. Au Labo, le positionnement « en mode CSTI » fait rayonner le champ scientifique partout et l'affirme comme une composante aussi légitime que les autres. Ce fonctionnement garantit l'avenir de la chose scientifique dans l'établissement.

LE JOURNALISTE : *Et d'où est venu l'idée ?*

DAVID-JONATHAN B. : Faut-il revenir sur le besoin de science ? Cela fait tout de même trois quarts de siècle qu'est proclamée l'urgence de lutter contre l'inculture scientifique et technique. Parmi les raisons qui ont présidé au choix d'affirmer le Labo, qui allait prendre la suite de la plus ancienne « médiathèque » de France, comme un lieu intégrant la culture scientifique et technique, il y avait d'abord une question de cohérence du programme : une médiathèque centre de sciences, c'est une médiathèque tout court. C'était aussi une problématique d'aménagement culturel du territoire : la lecture publique constitue le premier maillage culturel du pays, alors que

les opérateurs historiques de culture scientifique, dans leur grande diversité (CCSTI et muséums, fédérations d'éducation populaire, structures régionales, musées thématiques) sont moins nombreux. Si on habite dans la France périphérique, ou même parfois dans une grande métropole (comme Montpellier !), il n'existe pas ou peu d'offre de culture scientifique à proximité, ce qui fait comme un trou dans la raquette des offres de loisirs et des politiques d'émancipation. Il y avait aussi des questions de mixité des publics, d'image de la bibliothèque, de brassage des compétences professionnelles[3].

© LD Le Labo-Cambrai

Les espaces du Labo

Le studio des sciences en mode Virus Attacks

LE JOURNALISTE : *OK, mais qu'en est-il concrètement pour le public et pour les personnes qui travaillent ici ?*

L'USAGER : Moi, je peux témoigner !

LE MÉDIATEUR : Moi, aussi !

L'USAGER ET LE MÉDIATEUR : En premier lieu, en présence des deux directeurs, et sans pression aucune, nous tenons à dire que nous sommes heureux et d'accord.

LE JOURNALISTE, à voix basse : *Dites, question liberté d'expression, ça a l'air limite, non ?*

LAURENT D. : C'est que nous n'avons pas encore pleinement déployé notre programme d'éducation aux médias et à l'information (EMI), qui se situe au croisement des versants CSTI et documentaire des politiques culturelles publiques.

LE MÉDIATEUR (ce jour-là, un vacataire) : Quand nous sommes recrutés pour des vacations, nous sommes formés par les cadres du Labo, qui nous initient à la fois aux supports de médiation, au contenu des expositions, et à la connaissance des collections documentaires. Comme dit Gérald Delfolie, chef du service CSTI au Labo, « Tout le monde ici peut parler Sciences. Et si on vous pose une question qui vous laisse sans réponse, pas de panique ! Il suffit de partager la question ou de trouver le bon bouquin dans les collections. ».

L'USAGER : Honnêtement, avec ma famille, on ne venait pas à la médiathèque. Mais les ateliers robotiques, la cuisine moléculaire, les jeux sur les minéraux, ça nous a plu, les enfants adorent. Les livres, je passais devant, c'est tout. Mais en discutant avec les bibliothécaires, j'ai trouvé des trucs vraiment sympas.

LAURENT D. : L'esprit de la culture scientifique doit être palpable, et prendre corps au quotidien dans le déploiement de l'offre documentaire, dans la programmation culturelle, dans la coopération territoriale, dans le travail avec les partenaires, la politique d'exposition, la bibliothèque numérique patrimoniale, dans nos actions pour la petite enfance. Elle ne doit pas fonctionner comme une bulle.

DAVID-JONATHAN B. : Sinon on s'est contenté d'une addition de circonstance. Si on veut traiter le sujet durablement, il faut recruter au sein des effectifs des médiateurs scientifiques, dont la formation, la culture et l'expérience en font des spécialistes de la culture scientifique, au même titre que pour d'autres domaines. Une bibliothèque publique est un établissement généraliste mais composé de collègues dotés d'expertises thématiques souvent très fortes, dont le dénominateur commun est la relation à l'usager. Nous intégrons aussi des écosystèmes régionaux et nationaux de la CSTI qui, eux, sont principalement composés d'établissements spécialisés[4].

LE JOURNALISTE : *Quelques éléments d'actualité, pour illustrer tout ça ?*

LAURENT D. : En 2023, le « Février des sciences » a déployé 120 actions sur tout le territoire de la communauté d'agglomération (14 300 personnes touchées), illustrant à quel point la CSTI peut être « un poisson pilote » pour la coopération à l'échelle supra-communale. Nous avons accru le nombre de malles scientifiques que nous prêtons aux écoles, et avons récemment acquis un planétarium numérique itinérant (47 000 euros) pour couvrir les 55 communes de l'intercommunalité.

DAVID-JONATHAN B. : À Montpellier, en 2022, un groupe de travail réunissant une dizaine de collègues a planché pendant des mois sur le sujet dans le cadre de la réécriture du projet culturel scientifique éducatif et social. Le réseau est devenu officiellement Réseau des médiathèques et de la culture scientifique - ce qui est une première – et constitue maintenant une direction déléguée du Pôle culture de la métropole, au même titre que la direction des Musées et du Patrimoine. Dans les mois et les années qui viennent, certaines bibliothèques, notamment celles situées en quartier prioritaire, intègreront un fort volet de culture scientifique, tandis que la très grande médiathèque centrale Émile Zola se dotera d'un plateau d'accueil pour de grandes expositions de CSTI.

David-Jonathan Benrubi
Directeur des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole
dj.benrubi@montpellier3m.fr

Laurent Dierckens
Directeur du Labo-Cambrai
ldierckens@media-cambrai.com

[1] Département des études, de la prospective, des statistiques et de la documentation du ministère de la Culture.

[2] Jean-Michel GUY, « Les représentations de la culture dans la population française », 2016, p.7. www.culture.gouv.fr/Thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications/Collections-de-synthese/Culture-etudes-2007-2023/Les-representations-de-la-culture-dans-la-population-francaise-CE-2016-1

[3] David-Jonathan BENRUBI, « Le rôle des bibliothèques publiques en matière de diffusion de la culture scientifique et technique », dans M. NETZER (dir.), Les sciences en bibliothèque, Cercle de la Librairie, 2017, p. 233-246.

[4] Le Labo-Cambrai et le Réseau des médiathèques et de la culture scientifique de Montpellier Méditerranée Métropole sont les deux principaux représentants du monde de la lecture publique au sien de l'AMCSTI.

Une enquête du Collège « Données de la recherche » du CoSo sur le lien entre démarches de recherches participatives et gestion des données a donné lieu à 15 recommandations dont certaines concernent directement les bibliothèques.

Données et recherches participatives : réflexions du Collège des données de la recherche

Le Collège « Données de la recherche »[1] du Comité pour la Science Ouverte (CoSo) contribue au deuxième axe du Plan national pour la science ouverte[2] autour de la structuration, du partage et de l'ouverture des données de la recherche. Devant l'attrait croissant, dans toutes les disciplines, des projets de recherches participatives portés notamment par de récents appels à projets nationaux, le Collège a souhaité réaliser une enquête[3] sur les pratiques de gestion et d'ouverture des données produites dans ce cadre, et notamment sur la qualité des données et métadonnées obtenues. Pilotée par Kenneth Maussang (université de Montpellier), cette enquête nationale a collecté 359 réponses de novembre 2021 à janvier 2022, complétées par une dizaine d'entretiens de porteurs de projets et de services de soutien aux chercheurs dédiés. Elle a fait l'objet d'un important document de synthèse proposant enjeux et recommandations issues d'exemples concrets de projets de recherches participatives. Les cibles de ce questionnaire étaient constituées de tous les acteurs du processus de recherche potentiellement impliqués, y compris le secteur associatif et le secteur privé (innovation ouverte, recherche partenariale)[4].

Globalement, les répondants ont déclaré que les démarches de recherches participatives apportent des bénéfices sur leurs données tels que l'augmentation de la quantité de données, un plus large panel géographique et sociologique ainsi qu'une plus large variété des conditions expérimentales.
Cette enquête a également souligné la place stratégique des services d'accompagnement à la recherche. Les bibliothèques ont là aussi un rôle important à jouer, dans la lignée du développement des services à la recherche, notamment en matière de stratégie de qualité des données et métadonnées, de plans de gestion de données, voire de protocole d'interopérabilité et d'outils numériques. Par ces projets participatifs, elles sont amenées à toucher un large milieu, y compris non-académique, ce qui amène à repenser les logiques traditionnelles de partenariat avec les chercheurs.
Plusieurs des 15 recommandations émises par le groupe de travail intéressent directement les bibliothèques et contribuent à les positionner en actrices d'un projet de recherches participatives :

- l'élaboration d'un plan de gestion de données : son usage se révèle déterminant, afin de clarifier et anticiper les spécificités associées à la production ou l'analyse de données par des non-scientifiques. Il montre son utilité dès la phase de conception du projet, qui est plus importante encore que pour un projet classique.
- la définition d'une politique des données : celle-ci ne se substitue pas au plan de gestion de données mais a pour objectif d'informer le participant non-scientifique à l'aide d'un document plus accessible qu'un plan de gestion de données.
- l'accompagnement et la formation des participants, particulièrement non-scientifiques, aux problématiques des données et métadonnées (qualité, norme standard), afin qu'ils puissent contribuer efficacement aux tâches qui leurs sont attribuées et ainsi favoriser le succès du projet.

En continuité avec leurs missions traditionnelles, les bibliothèques facilitent également dans le cadre des recherches participatives l'accès à un savoir académique pour un public non-scientifique.
Pour l'heure, à la lumière des réponses de l'enquête, force est de constater que seul un tiers des projets a mis en œuvre un plan de gestion de données, la moitié a défini une stratégie préalable afin d'assurer la qualité des données et moins d'un tiers a assuré le processus qualité des métadonnées.
De quoi interroger toujours plus en avant la relation du bibliothécaire et du chercheur, et de repositionner les services documentaires au cœur des démarches avec et pour la société.

PIERRE-YVES ARNOULD
(OSU OTELo-CNRS), copilote du Collège des données de la recherche
pierre-yves.arnould@univ-lorraine.fr

VÉRONIQUE STOLL
(Observatoire de Paris-PSL), copilote du Collège des données de la recherche
veronique.stoll@obspm.fr

Ouvrir la science !

[1] www.ouvrirlascience.fr/college-donnees-de-la-recherche

[2] www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/fr/le-plan-national-pour-la-science-ouverte-2021-2024-vers-une-generalisation-de-la-science-ouverte-en-48525

[3] Rapport complet : https://dx.doi.org/10.52949/33

[4] Publication des jeux de données de l'enquête : https://doi.org/10.57745/Z4RPDK

Theses.fr : *miroir de la recherche doctorale en France, outil du débat public*

Consultée principalement par les chercheurs, la base mise en ligne par l'Abes en 2011 est aujourd'hui largement utilisée également par le grand public, contribuant à la diffusion de la culture scientifique dans la société.

Lorsque theses.fr a été mis en ligne en 2011, l'un des objectifs fixés par le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (MESR) était de valoriser la recherche doctorale française, passée et présente, en offrant un panorama le plus exhaustif possible des thèses soutenues ou en préparation en France depuis 1985. Après plus de 10 ans d'existence, on peut estimer cet objectif atteint compte tenu du nombre important de visiteurs enregistrés chaque année (11 millions en 2022), mais aussi des réutilisations qui sont faites des données exposées.

Les thèses et leurs métadonnées sont aujourd'hui étudiées par la communauté scientifique comme un jeu de données à part entière. Les angles d'analyse sont multiples : histoire de la recherche menée dans une discipline ; étude des liens entre chercheurs vus à travers les directions et la composition des jurys de thèses ; impact du genre et de la nationalité des docteurs sur leur carrière[1] ; impact des financements sur la durée des thèses ou sur les abandons, etc. Par ailleurs, d'autres institutions et organismes nationaux s'intéressent à ces données, dans un but non pas de recherche scientifique mais de pilotage. L'Abes a ainsi été sollicitée plusieurs fois par le MESR pour obtenir des listes de thèses soutenues ou en cours sur des thématiques intéressant les politiques publiques (par exemple France 2030), mais aussi par la Cour des Comptes dans le cadre d'un rapport sur le rayonnement international de la recherche française. Theses.fr devient en quelque sorte un miroir dans lequel l'enseignement supérieur peut s'observer, s'étudier, se questionner. Derrière les thèses et projets qui s'égrènent dans le catalogue se donnent à voir la science en construction, des tendances, nouvelles ou disparues, et, à grands traits, l'évolution de la recherche en France.

THESES.FR : UNE AUTORITÉ ACADÉMIQUE CONVIÉE DANS LE DÉBAT PUBLIC

Mais theses.fr n'est pas utilisé seulement par les chercheurs. Depuis quelques années, on constate que l'outil est également prisé par le grand public et les médias. Sur les réseaux sociaux, les blogs, certaines chaînes d'information, voilà que l'on brandit theses.fr, qui pour appuyer son argumentaire sur le contenu d'une thèse en ligne ; qui pour prouver que tel expert n'en est pas un car non titulaire d'un doctorat ; qui pour pourfendre les médecins de plateaux télévisés, confondant docteur (médecin) et docteur (titulaire d'un doctorat) ; qui pour critiquer le « financement systématique » des thèses en sciences sociales (alors que moins de 50 % des thèses en LSHS sont financées, contre plus de 90 % en STM[2]) ; qui pour affirmer à tort, après avoir lancé une recherche très approximative, que les travaux sur les études de genre représentent 15 % (!) des thèses en préparation ; qui pour débusquer les « islamogauchistes » de l'enseignement supérieur, etc.

Santé publique, racisme, religion, questions sur le genre et la sexualité, nucléaire, réchauffement climatique : theses.fr s'invite à petits pas dans les débats de société. Si certaines analyses sont justes, beaucoup sont erronées, démontrant un manque de compétences en matière de recherche documentaire. L'outil est mal utilisé. On peut le déplorer. Mais puisque theses.fr, du fait de sa visibilité sur internet, a été adopté par un large public et qu'il est déployé comme argument d'autorité en raison de sa nature académique, il revient à l'Abes d'améliorer ses performances pour éliminer le maximum de bruit dans les résultats de recherche, et aux catalogueurs de veiller à la qualité des données exposées. Les bibliothécaires qui œuvrent au signalement des thèses participent ainsi activement à la construction d'un savoir scientifique qui se diffuse et se vulgarise au sein de la société.

Maïté Roux
Responsable du service des thèses de l'Abes
m.roux@abes.fr

La version bêta de theses.fr

[1] Voir à ce sujet les travaux réalisés dans le cadre du projet DOC-TRACK : https://www.data.gouv.fr/fr/reuses/what-makes-a-productive-ph-d-student

[2] Repères et références statistiques 2022, 6,03 – Les doctorants et les docteurs.

→ **Afin de faciliter le travail des chercheurs, l'Abes met à disposition depuis janvier 2022 sur data.gouv.fr, un dump complet, mis à jour annuellement, des données relatives aux thèses soutenues depuis 1985 : www.data.gouv.fr/fr/datasets/theses-soutenues-en-france-depuis-1985**

Bibliothèque universitaire Droit-Lettres à Pessac : *un bâtiment remarquable sur un campus vert*

La nouvelle bibliothèque universitaire Droit-Lettres, commune à l'université de Bordeaux et à l'université Bordeaux-Montaigne, a ouvert en septembre 2023 sur le campus de Pessac après trois ans de travaux. Ses objectifs principaux sont la diversité des services et la qualité de vie à l'étude.

Crédits photo © Archi Graphi-Patriarche

Aménagé dans les années 1960-1970 par les architectes Louis Sainsaulieu et Paul Daurel comme un des premiers campus universitaires français bâtis à l'extérieur de la ville, le campus de Pessac est aujourd'hui le plus fréquenté de tous les campus bordelais avec près de 25 000 étudiants inscrits. Au cœur de cet ensemble architectural arboré, la BU Droit-Lettres, commune à l'université de Bordeaux[1] et à l'université Bordeaux-Montaigne[2] est un lieu de travail et de vie emblématique.

En 2000, le bâtiment originel est augmenté au rez-de-chaussée, par l'agence Pargade Architectes, de deux vastes salles latérales qui respectent la composition initiale et renforcent l'opposition entre la légèreté du bâtiment de lecture et la pesanteur massive de la tour de livres.

Mais la nécessité de combler le déficit constaté en nombre de places de travail restait d'actualité une décennie plus tard, la BU, régulièrement saturée, enregistrant près de 800 000 entrées par an avant travaux.

En septembre 2023, c'est donc une bibliothèque universitaire rénovée et encore agrandie qui a rouvert ses portes et propose à tous publics des espaces de travail et de convivialité sur une large amplitude horaire. Le défi relevé entre 2020 et 2023 par les architectes de l'agence Patriarche était double : s'inscrire dans l'architecture moderne du bâtiment existant et imaginer une transition douce entre l'extérieur et l'intérieur.

Ainsi, la construction d'une extension (Atrium) constitue aujourd'hui un véritable trait d'union entre l'esplanade ombragée et des espaces publics et internes reconfigurés. C'est plus globalement une réhabilitation importante de l'ensemble du bâti qui a été financée dans le cadre de l'Opération campus[3] pour préserver l'intégrité de la BU, améliorer ses qualités d'accueil et la rendre plus performante sur le plan énergétique. Les travaux ont porté sur :

- la restructuration des espaces administratifs et la transformation des espaces de lecture avec notamment la création de salles de travail en groupe (40 dans l'ensemble du bâtiment) et l'augmentation du nombre de places assises (de 1 300 à 1 800 places) mais également la recherche d'une capacité de stockage accrue,
- la création d'une extension de 1 500 m² ouverte plus de 75 heures par semaine, mêlant espaces de détente, d'étude et de formation animés conjointement par les professionnels des deux services documentaires[4] pour faciliter l'orientation des usagers dans le bâtiment et sur le campus,
- la rénovation technique du bâtiment avec la mise en conformité (accessibilité, sécurité incendie) et l'optimisation des performances énergétiques (remplacement étanchéité et isolation, changement des menuiseries).

Le projet se veut en effet éco-responsable : plusieurs arbres presque centenaires ont été sauvegardés et sont intégrés au résultat final, un habillage de l'extension avec un moucharabieh favorise une ventilation naturelle, des milliers de pièces de mobilier en bon état sont réemployées pour une seconde vie.

La fin de ces grands travaux sur le bâti sera suivie de la mise en œuvre du plan d'amé-

nagement du campus, pour laisser une plus large place aux mobilités douces sur ce site universitaire entièrement restructuré. Les premières réalisations ont démarré au printemps 2023.

UN LIEU DE VIE ET D'ÉTUDE OUVERT ET INCLUSIF

Au sein du bâtiment BU Droit-Lettres rénové, les bibliothécaires ont souhaité qu'il y ait un espace pour chaque envie en fonction du moment de la journée et du besoin exprimé. La BU Droit-Lettres propose ainsi une grande variété d'espaces individuels ou collectifs (salles de groupes, carrels individuels, espaces audiovisuels et de productions numériques, zones reconfigurables d'échanges, de restauration rapide, de détente et d'accueil d'évènements) pour continuer à accompagner les évolutions en matière d'appropriation des connaissances et de développement des compétences tout au long de la vie.

En effet, à Bordeaux comme ailleurs, l'offre de service des BU aujourd'hui est à interroger à distance, à emporter mais aussi à consommer sur place ! L'explosion des consultations de la documentation numérique ou encore l'augmentation des sollicitations pour du renseignement en ligne [5] vont de pair avec la pérennisation de la pratique du clic et collecte initiée lors de la crise sanitaire de 2020. Ainsi, en dépit de périodes de fermeture pour cause de pandémie ou de travaux, la BU n'a pas disparu du paysage, bien au contraire. Ayant assuré une continuité de services, elle reste un des lieux les plus recherchés du campus et un endroit où sont appelées à se croiser science et société.

À la BU Droit-Lettres, riche d'importantes collections documentaires en sciences humaines et sociales[6], constituées en appui à la pédagogie et aux projets de recherche, l'accent a été mis par exemple dès l'ouverture sur la valorisation des productions scientifiques et des fonds patrimoniaux des deux universités dans le cadre d'une politique inter-établissements. Les documents anciens, rares ou précieux, désormais regroupés, sont à nouveau accessibles aux usagers et chercheurs : amélioration des conditions de consultation, organisation d'expositions[7] et offre de numérisation à la demande permettront de valoriser ce précieux patrimoine écrit[8]. Visites et jeux de piste de rentrée favorisent la découverte ludique des services proposés pour encourager la réussite étudiante.

Autre priorité affichée pour le bâtiment rénové : privilégier la qualité de vie à l'étude. Certains espaces ont d'ores et déjà bénéficié de financements CVEC[9] pour des réaménagements visant à l'amélioration du confort de vie des étudiants sur les campus. L'accueil dans la BU d'autres services, parties prenantes de la vie universitaire, va aussi devenir plus systématique et régulier: des points d'information et d'animation par les bureaux de la vie étudiante, les services culture ou d'aide à l'orientation et l'insertion professionnelles ou encore des « cafés santé » organisés par l'Espace santé étudiant dans le cas de l'université de Bordeaux rythmeront l'année universitaire pour encore mieux accompagner d'un point de vue social les étudiants, notamment ceux ayant des besoins spécifiques (primo-entrants, étudiants internationaux, personnes en situation de handicap, sportifs de haut niveau, artistes, élus étudiants et étudiants engagés). La BU Droit-Lettres participe ainsi aux différents dispositifs de lutte contre l'isolement, la précarité et la fracture numérique.

UN OUTIL ET DES COMPÉTENCES ESSENTIELS AU SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA RECHERCHE

« La BU rénovée jouera un rôle décisif pour permettre aux étudiantes et aux étudiants de s'approprier l'usage des ressources documentaires indispensables à leurs études et à leur devenir de citoyennes et de citoyens, alors que l'accès à l'information nécessite plus que jamais de confronter les sources. En devenant un espace de travail à la carte, elle offrira aussi aux enseignants-chercheurs la possibilité de diversifier leurs pratiques pédagogiques et scientifiques dans ce même esprit d'accès à la connaissance pour comprendre le monde dans sa complexité » : comme le décrit Xavier Prévost, enseignant-chercheur en droit et directeur de l'institut de recherche Montesquieu à l'université de Bordeaux, la BU est en effet un des lieux clés d'apprentissage du « métier d'étudiant » en lien étroit avec tous les acteurs pédagogiques ; elle est aussi au service des enseignants et des chercheurs pour une meilleure connaissance et exploitation des ressources imprimées et numériques, pour de la collecte et de la gestion de métadonnées ou encore pour un appui au développement de l'accès ouvert aux savoirs à travers les publications et les données de recherche.

La bibliothèque universitaire est aussi un lieu de vie et de socialisation, comme en témoigne Tanguy Bernard, enseignant-chercheur en économie, directeur du Gretha à l'université de Bordeaux : « Les moments passés à la bibliothèque comptent parmi mes meilleurs souvenirs d'étudiant. J'y ai notamment formé des amitiés qui durent encore aujourd'hui. En tant que chercheur, j'ai passé une grande partie de ma carrière à l'étranger et où que l'on soit, quand on trouve des bibliothèques scientifiques de qualité, accueillantes et ouvertes le plus souvent possible, c'est en général parce qu'on est dans une université ».

Nouveau départ donc pour cette BU Droit-Lettres, espace ouvert sur le campus et la ville qui invite à la circulation des connaissances, au dialogue, à l'approche interdisciplinaire et à la formation de l'esprit critique, élément moteur de toute démarche d'apprentissage et de recherche.

Caroline Lafon
Directrice de la documentation de l'Université de Bordeaux
caroline.lafon@u-bordeaux.fr

[1] Université de Bordeaux, 52 000 étudiants, 6 100 enseignants et personnels administratifs, 15 bibliothèques universitaires sur 11 sites : www.u-bordeaux.fr

[2] Université Bordeaux-Montaigne, 17 500 étudiants, 1 200 enseignants et personnels administratifs, 4 bibliothèques universitaires sur 2 sites : www.u-bordeaux-montaigne.fr

[3] Financement : Subventions État-ANR, Région Nouvelle-Aquitaine, Bordeaux Métropole ; prêts BEI/CDC ; Maîtrise d'ouvrage : SRIA ; Groupement de conception-réalisation-maintenance : Eiffage Construction Nord Aquitaine (mandataire) ; Arcadis ; Patriarche & Co ; Idex énergies

[4] Près de 70 personnels épaulés par des emplois étudiants veillent au bon fonctionnement des deux BU (BU Droit, économie, science politique et BU Lettres et sciences humaines) disposant d'un accueil commun et réparties sur 4 niveaux ouverts au public.

[5] Déploiement depuis septembre 2022 de BUTchat, service gratuit d'aide en ligne des bibliothèques de l'université de Bordeaux, interrogeable par mail ou par chat, 5j/7, accessible depuis le site web des BU https://bibliotheques.u-bordeaux.fr ou le catalogue commun Babord+

[6] Avec plus de 650 000 volumes physiques, https://babordplus.u-bordeaux.fr

[7] Une exposition intitulée « *Jacques Cujas 1522-2022. La fabrique d'un « grand juriste »* se tiendra du 16 septembre au 14 décembre 2023 au rez-de chaussée du bâtiment (BU Droit, économie, science politique) : y seront présentés des documents issus des fonds patrimoniaux de l'université de Bordeaux mais également de la BM de Bordeaux.

[8] Babord-Num est la bibliothèque numérique patrimoniale du réseau documentaire des universités de Bordeaux www.babordnum.fr ; on pourra également consulter https://1886.u-bordeaux-montaigne.fr

[9] CVEC : ContributionVieEtudianteet deCampus

Développer l'usage du livre dans la médiation scientifique : le PROJET LIVMED

Financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR), le projet LivMed, conduit par des chercheuses du Gresec (Université Grenoble Alpes) en partenariat avec l'AMCSTI, vise à renforcer la place du livre dans la médiation scientifique. Il donnera lieu à la publication d'un guide pratique et d'un site compagnon en décembre 2023.

LivMed est un projet de recherche dont l'objectif est d'aider les médiateurs scientifiques à mieux intégrer le livre dans leurs activités à destination des publics. Il vise aussi la fédération d'un réseau d'acteurs sensibilisés à l'intérêt de cet objet documentaire dans la transmission des connaissances scientifiques. Ses résultats seront diffusés via un guide pratique édité et son site compagnon.

RECHERCHE ACTION

« Faire évoluer la place du livre dans la médiation : d'un objet documentaire à un dispositif de médiation », tel est le dessein du projet LivMed, retenu par l'Agence nationale de la recherche en 2021, dans le cadre de l'appel à projet « Science avec et pour la société – Recherche Action – Médiation et communication scientifiques » [1]. Il est conduit par les trois autrices, chercheuses au Gresec (Groupe de recherche sur les enjeux de la communication), laboratoire en sciences de l'information et de la communication de l'Université Grenoble Alpes, en partenariat avec l'AMCSTI (Association des musées et centres pour le développement de la Culture scientifique, technique et industrielle – CSTI).

LivMed est l'aboutissement de dix années de recherches[2] en partenariat avec l'AMCSTI, d'une part sur la place du livre dans la médiation scientifique, et d'autre part sur le rôle du livre dans la transmission des connaissances, leur circulation, leur appropriation et leur inscription dans le temps. Il s'inscrit dans un contexte où les acteurs du livre (bibliothèques, éditeurs, libraires) et de la CSTI réfléchissent à mieux collaborer afin de proposer à une diversité de publics un accès à des connaissances stabilisées, fiables et adaptées.

Crédit photo GRESEC - Université Grenoble Alpes - LivMed

OUTILLER LES MÉDIATEURS SCIENTIFIQUES

Concrètement, le projet valorisera les pratiques réussies d'intégration du livre dans la médiation dans un guide pratique, à paraître aux éditions des Presses universitaires de Grenoble (PUG) dans la collection « Outils malins », en décembre 2023. Des fiches actions illustrées, issues de données collectées sur une diversité de terrains (musées, centres de science, parcs, géoparcs, universités), exposent la manière dont le livre peut être scénarisé pour enrichir le propos d'une exposition, décliné en animation, transformé en film, en objet, en expérience pour faciliter la compréhension de notions scientifiques. Chacune des fiches est déclinée en objectifs, donne des conseils et propose une estimation du coût et des ressources nécessaires à l'action.

De manière complémentaire, le guide apportera des conseils concernant l'évaluation de la médiation conduite, non seulement pour savoir si les publics ciblés ont été atteints mais également pour recueillir des indices sur leur compréhension des notions scientifiques abordées et sur la pertinence du dispositif mis en œuvre pour ce faire. Il offrira enfin un regard sur les atouts de la médiation scientifique dans l'éveil à l'esprit critique. Le site compagnon, quant à lui, proposera des témoignages visuels (photos, vidéos) émanant des terrains visités. De plus, les médiateurs qui le souhaitent seront invités à partager leurs propres médiations intégrant le livre ou à échanger sur des manières de construire, de mettre en place et d'évaluer des dispositifs.

La dimension collaborative est majeure dans ce projet. En effet, les médiateurs rencontrés ont toutes et tous volontiers partagé leurs pratiques, leurs réflexions, leurs réussites et leurs difficultés. Le guide et son site ont pour ambition d'exposer la richesse de cette collecte, de la mettre en forme afin que chacune et chacun puisse s'en saisir, et de donner au livre une place de choix dans la médiation des connaissances. Une journée d'étude, en décembre 2023, viendra clôturer le travail accompli. Ces deux outils y seront présentés mais il s'agira surtout d'ouvrir des perspectives pour le réseau d'acteurs constitué au fil des années et œuvrant au maintien du lien entre livre et science.

Amélie Coulbaut-Lazzarini
Maîtresse de conférence en science de l'information et de la communication, Université Grenoble Alpes
amelie.coulbaut-lazzarine@univ-grenoble-alpes.fr

Aude Inaudi
Maîtresse de conférence en science de l'information et de la communication, Aix-Marseille Université
aude.inaudi@univ-amu.fr

Émilie Kohlmann
Maîtresse de conférence en science de l'information et de la communication, Université Grenoble Alpes
emilie.kohlmann@univ-grenoble-alpes.fr

[1] Lors de cet appel 15 projets ont été retenus, dont LivMed : https://anr.fr/fr/liste-des-projets-finances/?fq=1743&cHash=c34bf55035bc5b9412271f37234d707f

[2] https://amcsti.fr/fr/actions/science-et-livre

CONFÉRENCE FIESOLE Collection Development Retreat : les actualités du monde éditorial vues par les bibliothèques et les éditeurs

La 23e conférence Fiesole Retreat, organisée du 2 au 4 mai 2023 à Bâle, a permis aux professionnels d'échanger autour de trois thèmes majeurs : les réseaux de collaboration, les nouveautés technologiques et la science ouverte.

Organisée cette année à Bâle du 2 au 4 mai, la 23e édition de la conférence habituellement appelée « Fiesole Retreat »[1] a proposé, dans un cadre propice aux échanges professionnels, des présentations de très grande qualité sur trois thématiques intéressant à la fois les éditeurs académiques et les bibliothèques universitaires : les réseaux de collaboration, les évolutions technologiques récentes et la science ouverte. Comme chaque année, l'objectif de Casalini Libri, à l'origine de cette manifestation, est de construire un espace de discussion libre et informel entre éditeurs et bibliothécaires du monde entier.

La première partie de la conférence a mis un coup de projecteur sur les différentes formes de collaboration autour des données. Des retours d'expérience particulièrement stimulants ont été proposés par le pays hôte, à l'instar du réseau suisse SLSP[2], particulièrement attaché au défi du multilinguisme dans un outil informatique partagé : pluralité des référentiels d'autorités intégrés à un même outil, interfaces et supports de formations plurilingues et, *last but not least,* spécificités culturelles fortes dans les pratiques de travail.
Les collaborations dépassent largement les frontières, grâce à l'utilisation de plus en plus marquée de structures interopérables, qui font sortir les métadonnées des silos fermés : *International Image Interoperability Framework*[3], facilitant la réutilisation des numérisations dans différents contextes documentaires, et Share VDE[4], permettant de clustériser des métadonnées provenant de différentes sources, proposent deux solutions pour enrichir des données historiquement traitées par les bibliothèques.
Mais de nouveaux objets faisant partie intégrante du cycle de la recherche scientifique constituent un autre enjeu technologique pour les bibliothécaires : les sets de données brutes accompagnant les publications. Perçus souvent comme trop spécifiques à des domaines disciplinaires pour faire l'objet d'un schéma de description normalisée, ces ensembles de données représentent cependant un enjeu majeur pour les auteurs, leurs institutions et les éditeurs. Il convient donc de partager les préoccupations du centre néerlandais dédié à la gestion de ces données[5] : les bibliothèques se doivent-elle d'investir et de proposer des infrastructures ouvertes ou bien faut-il laisser la place à des acteurs privés ? Enfin, l'émergence de l'intelligence artificielle facilement utilisable par tout un chacun pose clairement la question de l'évolution des métiers des bibliothécaires ou des éditeurs.

Troisième thème de la conférence, la science ouverte se situe à la croisée des problématiques techniques, organisationnelles et éthiques évoquées. Comme plusieurs éditeurs européens et nord-américains l'ont répété, l'*open access* ne devrait pas être juste un modèle adopté par obligation, mais surtout une opportunité pour innover. Et l'édition en SHS semble être un bon terrain pour inventer de nouveaux modèles : attachée à la biblio-diversité et au multilinguisme, elle parvient à proposer des contenus en *open access*, soit *via* la participation de l'auteur – les *book processing charges,* qui s'avèrent bien moins onéreux que l'équivalent plus connu pour les articles, les APC (*Article processing charges*) –, soit *via* d'autres modèles de soutien de la part des abonnés ou des éditeurs particulièrement sensibles à la question. Avec un bémol, exprimé de manière très convaincante par les Presses de l'Université de Michigan : l'exigence de science ouverte dans le domaine SHS peut mener, paradoxalement, à un formatage des livres, qui deviennent des collections de chapitres, ou à l'exclusion des petits éditeurs. Pour clore la conférence, des retours d'expérience venant de France – un zoom sur la stratégie de publication d'Inria et sur l'évolution des APC dépensés par les publiants français[6] –, ont mis en lumière l'importance des politiques d'établissement et le rôle des bibliothèques dans la sensibilisation des chercheurs quant aux modèles économiques des revues, à la réalité des éditeurs prédateurs et aux infrastructures promouvant la science ouverte. Vingt ans après la déclaration de Berlin, les voies de l'*open access* semblent parfois semées d'embûches, puisque 37 % des articles scientifiques publiés actuellement suivent le modèle auteur-payeur (APC), avec une forte dominante dans le domaine biomédical et sur le continent européen. Cela interroge quant à l'équité d'accès à la publication, tout comme le modèle reposant sur les abonnements limitait l'accès à la lecture. L'invitation de la Conférence à construire la bibliothèque de demain, ce n'en est que plus d'actualité puisque l'édition de 2024 fera découvrir, au Cap, en Afrique du sud, les regards d'un autre continent sur la collaboration entre éditeurs et bibliothécaires.

Raluca Pierrot
Responsable du Service Documentation électronique de l'Abes
pierrot@abes.fr

[1] www.casalini.it/retreat/2023
[2] https://slsp.ch/fr
[3] https://iiif.io
[4] www.svde.org
[5] https://dans.knaw.nl/en
[6] www.ouvrirlascience.fr/combien-coutent-les-apc-aux-institutions-de-recherche-francaises

(Portrait)

Hélène LORBLANCHET,

directrice du Service de coopération documentaire interuniversitaire de Montpellier

Parlez-nous de vos fonctions actuelles

Je dirige un service tout nouveau, puisque fondé en 2021 pour assurer des missions de coopération pour les deux universités montpelliéraines (informatique documentaire, patrimoine, circulation de documents, etc.) ainsi qu'aux niveaux régional et national. C'est un défi très stimulant de mettre en place un nouveau service, en même temps qu'un changement important dans mon quotidien, puisque je ne travaille plus en bibliothèque, mais toujours pour les bibliothèques du réseau.

Quelles sont les étapes qui vous semblent les plus importantes dans votre parcours professionnel ?

Mon premier poste, au service commun de la documentation de Pau, où j'étais « chef de section », a été très formateur ; j'ai pu découvrir de nombreux aspects de mon métier, services au public, gestion des collections, management d'équipe… J'y ai aussi mis en place Sibil en tant que « coordinatrice » : déjà le travail en réseau ! À la BIU de Montpellier, j'ai occupé plusieurs postes passionnants, à la BU Lettres, puis à la BU Médecine où j'ai conjugué la gestion d'une « petite » BU avec celle de collections patrimoniales remarquables, manuscrits et imprimés anciens et dessins anciens du musée Atger. S'y est ajoutée ensuite la direction du SCD de l'université de Montpellier 1 (7 bibliothèques), avec de beaux projets et défis à relever. Après la fusion de deux des trois universités, j'ai pris la direction d'un nouveau Service du patrimoine écrit et graphique qui regroupait tous les personnels impliqués dans la gestion des collections patrimoniales des BU de Montpellier, une expérience à la fois inédite et très riche. Nous avons beaucoup apprécié de pouvoir agir de façon collective et cohérente, et donc efficace, pour ces collections qui le méritent bien.

Quelles sont vos relations avec l'Abes ?

Elles sont de longue date ! En Montpelliéraine, j'ai assisté de près à la naissance de l'Abes et j'ai participé à des groupes de travail de préfiguration du « SU ». Plus tard, j'ai participé à d'autres groupes de travail, à la rétroconversion du Catalogue général des manuscrits (la BU Médecine était signalée dans le tome 1, daté de 1849, de ce vénérable catalogue, c'est dire si son informatisation était la bienvenue) et à la mise en place de Calames. Puis j'ai piloté plusieurs autres opérations de rétroconversion Sudoc et Calames. Au SCDI, nous sommes bien sûr en relation directe et constante avec l'Abes, notamment pour la coordination Sudoc, pour le signalement des ressources électroniques (chantiers Cercles), et l'an dernier pour le renouvellement du marché du SGBM. Nous pilotons aussi le CR 37 du Sudoc-PS.

Quels défis majeurs l'Abes aura-t-elle, selon vous, à relever dans les prochaines années ?

Faire évoluer les outils et les faire « parler ensemble ». S'appuyer sur ses bases et sur le réseau pour innover. Plus spécifiquement, j'aimerais voir une réflexion sur l'économie générale des périodiques (dont signalement tous supports, PCP, numérisation…), qui permette de redéfinir et renforcer le rôle des CR du Sudoc-PS tout en conservant ce qui fait la force et l'originalité de ce réseau, comme la coopération régionale avec d'autres établissements.

Qu'appréciez-vous le plus dans votre métier ?

La variété, celle des fonctions différentes qu'on peut exercer dans une carrière, mais aussi celle amenée par l'évolution constante de la profession, un dynamisme permanent qui est pour moi une motivation très importante. Également, le travail en équipe : confronter les réflexions, faire aboutir un projet commun, coopérer avec des interlocuteurs différents pour obtenir un résultat, c'est comme la peinture à l'huile, c'est souvent plus difficile, mais c'est bien plus beau que de faire tout seul. C'est chaque jour plus vrai.

Qu'est-ce qui vous énerve le plus ?

Une tendance générale à entretenir une atmosphère d'urgence permanente assez factice, souvent évitable, et surtout contre-productive car elle peut empêcher d'avancer en vous dispersant.

Quelle image donneriez-vous pour définir l'Abes ?

Multiplicité, activité et réseau : peut-être une fourmilière dont les galeries vont dans toutes les directions vers les bibliothèques ?

Votre expression favorite ?

« Le plus beau voyage, c'est celui que l'on n'a pas encore fait ».